

A l'attention de
Proform

Date
Février 2024

Référence
REH2022N00010-R2

VOURLES (69)

DEMANDE D'ENREGISTREMENT PJ N°2 : JUSTIFICATIF DU RESPECT DES PRESCRIPTIONS GENERALES



RAMBOLL

VOURLES (69)

PJ N 2 : JUSTIFICATIF DU RESPECT DES PRESCRIPTIONS GENERALES

Référence **REH2022N00010-R2**
Version **V3**
Date **23/02/2024**
Rédacteur **Hélène Salles**
Vérificateur **Frédérique Yackowlew**
Approbateur **Christian Blangis**

Rédacteur :



Vérificateur :



Approbateur :



Clause de non-responsabilité

Ramboll a rédigé ce document à la demande du client et pour répondre aux objectifs qui y sont précisés. Le présent document et ceux qui l'accompagnent ont pour seul destinataire le client. Ils ne peuvent être utilisés, ni divulgués à toute autre personne, en partie ou dans leur intégralité, sans l'autorisation écrite expresse préalable de Ramboll. Ramboll ne reconnaît aucune responsabilité envers un tiers et ne saurait être tenu responsable des pertes, dommages ou frais occasionnés de quelque nature que ce soit qui seraient dus à l'interprétation par ce tiers des informations contenues dans le présent document.

Révision du Document

Révision	Date	Rédacteur	Vérificateur	Approbateur	Description
V1	30/06/2023	HSA	FYA	CBL	Version originale
V2	14/09/2023	HSA	FYA	CBL	Version révisée
V3	23/02/2024	HSA	FYA	CBL	Version consolidée
Contact client Directeur de projet		Christian Blangis cblangis@ramboll.com Tél : +33 (6) 14440287			
Ramboll France SAS 155, rue Louis de Broglie, Immeuble le Cézanne 13100 AIX-EN-PROVENCE Tel : +33 (0)4 42 90 74 96 Fax : +33 (0)4 42 90 71 58				SAS au capital de 38 115 € Représentant Légal : Mette Søs Lassesen RCS AIX-EN-PROVENCE 2002 B 1288 SIRET : 443 685 029 00094 APE : 7112B	

Immeuble Le Cézanne
155 rue Louis de Broglie
13100 Aix-en-Provence
T +33 (0)4 42 90 74 96
F +33 (0)4 42 90 71 58
www.ramboll.com

SOMMAIRE

1.	RUBRIQUE N° 2560	2
2.	RUBRIQUE N° 2565	31
3.	RUBRIQUE N°2563	78
4.	RUBRIQUE N°2575	105
5.	RUBRIQUE N°2910-A	122

ANNEXES

Annexe 1

Plan en coupe

Annexe 2

Calcul D9/D9A

Annexe 3

Désenfumage

Annexe 4

Schéma des flux/tuyauteries

Annexe 5

Plan de détection incendie

Annexe 6

Mesures acoustiques

Annexe 7

Acces des services de secours – moyens de lutte contre l’incendie

Annexe 8

Plan des réseaux

Annexe 9

Localisation des points de rejet à l’atmosphère

Annexe 10

Gestion des eaux

Annexe 11

Localisation du local de traitement de surface

Annexe 12

Dispositions constructives

Annexe 13

Etude Forma' Prev

Annexe 14

Registre des déchets 2022 du site de Chaponost

Annexe 15

Plan de localisation des produits dangereux

Annexe 16

Fiches de données de sécurité

Le présent document étudie la conformité du projet de transfert des activités de logistique et de fabrication de pièce en acier, alliages de nickel, titane et aluminium à Vourles avec les arrêtés ministériels de prescriptions générales pour les rubriques applicables au projet :

- Arrêté du 09/04/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° **2565** (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n° **2560** ;
- Arrêté du 27/07/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° **2563** ;
- Arrêté du 30/06/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° **2575** : " Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage " ;
- Arrêté du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique **2910**.

1. RUBRIQUE N° 2560

Arrêté du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
Article 1	<p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2560. Il ne s'applique pas aux installations existantes déjà autorisées.</p> <p>Ces dispositions s'appliquent sans préjudice de prescriptions particulières dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement.</p> <p>Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 2014.</p>	Installations faisant l'objet d'une demande d'enregistrement complète à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté
Article 2 (définitions)	[Voir arrêté]	-
Article 3 (conformité de l'installation)	<p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.</p> <p>L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.</p>	Objet du présent dossier de demande d'enregistrement
Article 4 (dossier installation classée)	<p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; • le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; 	Ces documents seront conservés sur site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<ul style="list-style-type: none"> • l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; • les résultats des mesures sur les rejets et le bruit des cinq dernières années ; • le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées ; • les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : • le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (cf. art. 9) ; • le plan de localisation des risques, (cf. art. 8) ; • le plan général des stockages (cf. art. 9) ; • les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation (cf. art. 9) ; • les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque (cf. art. 11) ; • les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques (cf. art. 16) ; • le registre de vérification périodique et de maintenance des équipements (cf. art. 22) ; • les consignes d'exploitation (cf. art. 23) ; • le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. art. 28) ; • les éléments techniques permettant d'attester de l'absence d'émission dans l'air de certains produits par l'installation (cf. art. 39) ; • le registre des déchets générés par l'installation (cf. art. 45). <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>	
Article 5 (implantation)	L'installation est implantée conformément aux règles d'urbanisme en vigueur.	Voir plan en coupe en Annexe 1

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>L'installation est implantée à une distance minimale de 10 mètres des limites de propriété de l'installation.</p> <p>En cas d'impossibilité technique de respecter ces distances, l'exploitant proposera des mesures alternatives permettant d'assurer un niveau de sécurité des tiers équivalent.</p> <p>L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.</p>	
Articles 6 (envol des poussières)	<p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; • les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ; • les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ; • des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible. 	<p>Les voies de circulation sont entièrement revêtues (enrobé ou béton) ; aucun véhicule ne circulera sur une zone en terre. Les espaces non bâtis et non dédiés à la circulation sont enherbés.</p>
Article 7 (intégration dans le paysage)	<p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.</p>	<p>Les installations seront intégrées dans des bâtiments déjà construits.</p> <p>Pas de modification paysagère significative.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
Article 8 (localisation des risques)	<p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Ces parties de l'installation sont appelées zones à risque.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général de ces zones à risques qui précise les dangers associés.</p>	<p>Plan des ateliers :</p> <p>Légende : Mur séparatif coupe-feu</p>
Article 9 (état des stocks de produits dangereux)	<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p>	<p>Le plan de localisation des produits sur le site est présenté en Annexe 15. Les fiches de données de sécurité sont disponibles en Annexe 16</p> <p>Voir le registre des déchets Proform en Annexe 14.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.	
Article 10 (propreté de l'installation)	Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.	Il n'y a aucun stockage extérieur. Les locaux font l'objet d'un nettoyage régulier (autolaveuses et autobalayeuses). Les déchets seront stockés à l'intérieur du bâtiment jusqu'à leur enlèvement.
Article 11 (comportement au feu)	<p>Les locaux à risque incendie présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> matériaux de classe A1 ou A2 s1 d1 selon NF EN 13 501-1 ; murs extérieurs : REI 90 ; murs séparatifs : REI 90 ; planchers/sol : REI 90 ; portes et fermetures : EI 90 ; toitures et couvertures de toiture BROOF (t3). <p>Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>	<p>Les murs de séparation entre le secteur logistique (local à risque d'incendie) et les secteurs formage et cintrage sont REI 120 composés comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> Mur béton cellulaire d'une épaisseur minimum de 20 cm sur toute la hauteur Tout ceci sous poutre béton sous charpente Flocage des poteaux + plafond sur 4m pour une stabilité de 90 minutes Des portes coupe-feu 90 minutes seront installées sur les 3 ouvertures entre les bâtiments (2 portes côté cintrage + 1 porte côté formage) <p>Voir plan des dispositions constructives et schéma de la zone logistique en Annexe 12.</p> <p>L'exploitant demande une dérogation concernant la résistance au feu des façades extérieures de la zone logistique, qui est équipé d'un bandeau vitré.</p> <p>Les éléments relatifs à cette demande de dérogation sont présentés en PJ n°3.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
Article 12 (accès des services de secours)	<p>I. Accessibilité.</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>II. Accessibilité des engins à proximité de l'installation.</p> <p>Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.</p> <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ; chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; 	<p>Afin d'analyser les éventuels aménagements nécessaires afin de mettre en conformité les bâtiments existants aux prescriptions de la réglementation applicable en termes de prévention et protection incendie, Proform s'est fait accompagner par un prestataire expert en prévention incendie (Voir étude Forma'Prev en Annexe 13) ; les préconisations de l'étude Forma'Prev seront mises en œuvre par Proform (voir plan en Annexe 7).</p> <p>Les secours auront accès au site par le portail d'entrée. Une voie engins en impasse de 6 m de large au moins permet l'accès à 3 façades du bâtiment. Elle est pourvue de deux aires de retournement et permet l'accès aux aires de stationnement situées à proximité des poteaux incendie ainsi qu'aux voies échelle servant de mise en station des moyens aériens. Deux cheminements stabilisés permettent d'accéder aux issues de secours du bâtiment depuis la voie engins.</p> <p>Les réserves incendie sont équipées d'aires d'aspiration.</p>

Prescriptions	Justificatifs pour le projet
<ul style="list-style-type: none"> aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles et la voie « engins ». <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>III. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site.</p> <p>Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites « de croisement », judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie « engins » ; longueur minimale de 10 mètres, présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ». <p>IV. Mise en station des échelles.</p> <p>Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie « engins » définie au II.</p>	

Prescriptions	Justificatifs pour le projet
<p>Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie respecte par ailleurs les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ; dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ; la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ; la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum, et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm². <p>Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, cette voie « échelle » permet d'accéder à des ouvertures.</p> <p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'une voie « échelle » et présentent une hauteur minimale de 1,80 mètre et une largeur minimale de 0,90 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services de secours.</p>	

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>V. Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins.</p> <p>A partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.</p>	
Article 13 (désenfumage)	<p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou autocommande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.</p> <p>Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.</p> <p>L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :</p>	<p>Comme précisé à l'article 8, les locaux hors local de traitement de surface et logistique ne sont pas retenue comme zone à risque d'incendie du fait de la faible quantité de produits combustibles présents. Ces locaux respecteront donc les dispositions du Code du Travail en ce qui concerne le désenfumage.</p> <p>Pour la zone logistique (zone à risque d'incendie), l'exploitant demande une dérogation concernant le pourcentage de surface d'exutoires en toiture. En effet, il est rappelé que les installations Proform seront transférées dans des bâtiments existants (ancienne usine CROWN) qui seront aménagés pour répondre aux exigences des arrêtés ministériels applicables aux activités de Proform. Cependant, les contraintes techniques spécifiques impliquées par l'adaptation d'un bâtiment existant aux dispositions constructives des arrêtés ministériels n'ont pas permis d'atteindre 2% de désenfumage en toiture de la zone logistique Les éléments relatifs à cette demande de dérogation sont présentés en PJ n°3.</p> <p>Le local traitement de surface sera aménagé de dispositifs de désenfumage correspondant à 2% de la surface de la toiture.</p> <p>Voir l'étude d'ingénierie en désenfumage et le plan de désenfumage en Annexe 3.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<ul style="list-style-type: none"> système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ; fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bifonction sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ; la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m²) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et intérieures ou égales à 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ; classe de température ambiante T(00) ; classe d'exposition à la chaleur B300. <p>Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface des plus grands exutoires sont réalisées soit par des ouvrants en façade soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des locaux à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p>	
Articles 14 (moyens de lutte contre l'incendie)	<p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. De plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8. D'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal 	<p>Voir plan en Annexe 7</p> <p>Le dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie a été réalisé conformément à la fiche D9, qui donne un débit retenu de 480 m³/h, la surface de référence retenue étant la zone d'activité.</p> <p>Afin de dimensionner les moyens de protection incendie fixes et le système de sécurité incendie, Proform s'est fait accompagner par un expert en prévention incendie. Son rapport est présenté en Annexe 13.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis favorable des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau.</p> <p>4. D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>	<p>Des extincteurs seront également implantés pour répondre à la règle APSAD R4 et des RIA (Robinets Incendie Armés) pour répondre à la règle APSAD R5</p>
Articles 15 (tuyauteries)	<p>Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont accessibles et peuvent être inspectées. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Ces vérifications sont</p>	<p>Un schéma des flux d'effluents liquides est présenté en annexe 4.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p>Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification significative et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>L'ensemble des appareils susceptibles de contenir des acides, des bases, des substances ou préparations toxiques est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.</p>	
Article 16 (matériel utilisable en atmosphères explosibles et installations électriques)	<p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées par un organisme accrédité.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8 comme pouvant être à l'origine d'une explosion :</p> <ul style="list-style-type: none"> les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé ; les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées ; 	<p>Voir plan des réseaux en Annexe 8</p> <p>Le chauffage des locaux sera assuré par des générateurs industriels d'air chaud au gaz naturel.</p> <p>Un zonage ATEX des installations sera réalisé et les équipements correspondants seront conformes.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<ul style="list-style-type: none"> le chauffage de ces parties de l'installation ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. 	
Article 17 (ventilation des locaux)	<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.</p> <p>La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).</p>	Les locaux seront ventilés naturellement à l'exception du local de traitement de surface qui sera équipé d'un dispositif d'aspiration/ventilation mécanique correctement dimensionné.
Article 18 (événements et parois soufflables et système de détection et extinction automatique)	<p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8 en raison des conséquences d'un sinistre (explosion notamment) susceptible de se produire dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'un dispositif de détection des substances pouvant en être à l'origine (par exemple poussières d'aluminium, magnésium ou zirconium). L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps ; d'événements/parois soufflables dont la surface est dimensionnée, selon les règles de l'art en la matière, après une étude préalable ; d'un dispositif de détection de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à 	<p>Il n'y aura pas de parois soufflable/événement. En effet, du fait des caractéristiques et volumes limités des produits présents, aucune zone ATEX ne sera présente à l'échelle d'un local et il n'y aura pas de réservoir fixe de produits pouvant conduire à la formation d'une ATEX. Les seuls liquides inflammables présents seront placés dans une armoire spécialement conçue pour le stockage de ce type de produits. L'aspiration dans le local de traitement de surface sera dimensionnée pour répondre à la réglementation, aucun produit inflammable n'est présent dans ce local, il n'y a pas de risque ATEX.</p> <p>Les locaux seront équipés de détection incendie adaptée aux risques – Voir plan en Annexe 5</p> <p>Notamment, la zone logistique sera équipée de faisceaux IR (déclenchent le SSI et fermeture des portes coupe-feu). La zone de traitement de surface et le local de stockage des</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>	<p>palettes bois et cartons seront également équipés d'une détection incendie.</p>
Article 19 (stockage)	<p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; • dans tous les cas 250 litres minimum ou la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 250 litres. <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p>	<p>Tous les déchets et produits dangereux liquides et solides seront stockés sur rétentions correctement dimensionnées dans le bâtiment. Une procédure sera mise en place afin de mettre en sécurité ces produits en cas d'alerte inondation.</p> <p>En particulier, les produits liquides dangereux liés à l'activité de traitement de surface seront stockés sur rétentions (dimensionnées conformément à l'article 19) à l'intérieur du local traitement de surface qui est protégé du risque d'inondation par des batardeaux en cas d'alerte.</p> <p>La gestion de l'ensemble des stockages se fera via le logiciel de gestion interne Gedis.</p> <p>En cas d'incendie, les eaux polluées seront contenues dans le bassin de rétention étanche BR2, sans déversement dans le bassin d'infiltration BI1 grâce à l'arrêt du poste de relevage et sans débordement (1 522 m3) – voir annexe 10.</p>

Prescriptions	Justificatifs pour le projet
<p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p> <p>III. Les rétentions sont aménagées de manière à ce que les eaux pluviales ne s'y déversent pas afin de maintenir en permanence la capacité de rétention définie ci-dessus. Les capacités de rétention ont en effet vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de système automatique de relevage des eaux.</p> <p>IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des substances dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas</p>	

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ; • du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ; • du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées si nécessaire après contrôle de leur qualité vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>VI. Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages.</p>	
Article 20 (surveillance de l'installation)	L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.	<p>Le site est clôturé sur la totalité de sa périphérie.</p> <p>L'établissement fonctionnera 24h/24 excepté en période estivale. En-dehors des périodes de fonctionnement, le site</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.	sera sous télésurveillance. Le télésurveilleur aura une liste de personnes à contacter pour réaliser la levée de doute.
Article 21 (travaux)	<p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.</p> <p>Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommé désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommé désignées. Ils sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p>	<p>Des plans de prévention sont établis pour toute intervention d'un prestataire extérieur.</p> <p>Des permis feu sont établis dès que nécessaire en interne également.</p>
Article 22 (vérification périodique et maintenance des équipements)	L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.	Les vérifications périodiques des équipements seront assurées par les mêmes prestataires que sur le site actuel de Chaponost : VGP par APAVE ou autres prestataire agréé et défense incendie par AED c ou autres prestataire agréé.

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.	
Article 23 (consignes d'exploitation)	<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ; • l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; • l'obligation d'établir un document ou dossier conforme aux dispositions prévues à l'article 21 pour les parties concernées de l'installation ; • les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; • les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; • les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 19 ; • les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; • l'obligation d'informer l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, en cas d'accident. 	Les consignes de sécurité et d'opérations sont indiquées dans les procédures et modes opératoires

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
Article 24 (compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu)	<p>Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p> <p>Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales et des valeurs-seuils définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.</p>	Pas de rejet d'eau de process au réseau/milieu naturel : rejet d'eaux pluviales (après traitement par séparateur d'hydrocarbures conforme à la norme NF P 16-442) uniquement
Article 25 (prélèvement d'eau)	<p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.</p> <p>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>Si le prélèvement d'eau est effectué, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, il est d'une capacité maximale inférieure à 1 000 m³/heure.</p> <p>Si le prélèvement d'eau est effectué par forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé est inférieur à 200 000 m³ par an.</p> <p>Si le prélèvement d'eau est effectué, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, il est inférieur à 5% du débit du</p>	<p>Non concerné (pas de prélèvement d'eau en nappe)</p> <p>Les actions suivantes seront mises en œuvre afin de limiter les consommations d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Process optimisés en circuit fermé • presto 4 secondes, brise jets, sur les eaux de conso courantes • process sous surveillances avec relevés mensuels de compteurs permettant d'éviter toute dérive <p>Ainsi, la consommation maximale d'eau est estimée à 15 m³/jour travaillé, soit 10 m³/jour.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau. La réfrigération en circuit ouvert est interdite.	
Articles 26 (ouvrages de prélèvement)	<p>Si le volume prélevé est supérieur à 10 000 m³/an, les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement sont conformes aux dispositions indiquées dans l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif aux prélèvements soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0 en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214.18.</p>	Non concerné (pas de prélèvement)
Article 27 (forage)	<p>Toute réalisation de forage est conforme avec les dispositions de l'article L. 411-1 du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration, en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature fixée dans l'article R. 214-1 du code de l'environnement.</p> <p>Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour</p>	Non concerné (pas de forage)

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, des mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage sont mises en œuvre afin d'éviter une pollution des eaux souterraines. La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p>	
Article 28 (collecte des effluents)	<p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.</p> <p>Tout effluent aqueux industriel doit être considéré comme un déchet et traité conformément au chapitre VII.</p>	Les effluents issus du process sont traités par une station d'évaporation sous vide. Les boues sont envoyées en retraitement par une agence agréée et l'eau distillée est recyclée dans le process
Article 29 (rejets des eaux pluviales)	<p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont conformes à la norme NF P 16-442 (version 2007 ou version ultérieure) ou à toute autre norme européenne ou internationale équivalente.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par</p>	<p>Les eaux pluviales sont collectées et drainées par un réseau enterré vers le bassin d'infiltration nord et le bassin de rétention puis le bassin d'infiltration sud via une pompe de relevage. En sortie du bassin d'infiltration sud, les eaux sont dirigées par surverse vers le point de rejet au Garon. Les eaux pluviales sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures conforme à la norme NF P 16-442 à l'entrée de chaque bassin d'infiltration.</p> <p>Voir le plan de gestion des eaux pluviales en annexe 10</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.	
Article 30 (eaux souterraines)	Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.	Pas de rejets dans les eaux souterraines. Seules les eaux pluviales seront infiltrées
Article 31 (valeurs limites d'émission dans l'eau)	Les rejets d'eaux pluviales canalisées respectent les valeurs limites de concentration suivantes, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés dans les SDAGE. [Voir arrêté]	Les eaux rejetées dans le milieu naturel seront uniquement des eaux pluviales, après passage par un séparateur d'hydrocarbures conforme à la norme NF P 16-442 pour les eaux de voiries et parking. Ce dispositif permettra de respecter une concentration maximale de 5 mg/l au niveau du rejet au milieu naturel. Les eaux rejetées ne contiendront pas d'autres polluants du fait de leur nature (eaux pluviales) et respecteront donc les valeurs limites d'émissions spécifiées dans les différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.
Article 32 (épandage)	L'épandage des boues, déchets, effluents et sous-produits est interdit.	Il n'y aura pas d'épandage des eaux résiduaires, boues ou déchets.
Article 33 (principes généraux sur l'air)	Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés (par exemple, les émissions produites par les opérations de soudage, de meulage...) sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.	Les fumées d'usinage et de découpe seront canalisées et rejetées à l'atmosphère. Les postes de soudure seront équipés d'aspiration avec point de rejet en toiture.

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>Les conduits d'évacuation de ces effluents sont entretenus régulièrement de manière à éviter toute accumulation de poussières.</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (réipients, silos, bâtiments fermés...). Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).</p> <p>Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.</p> <p>Lorsque les stockages de produits pulvérulents se font à l'air libre, l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec sont permis.</p>	Tous les points de rejet sont indiqués et caractérisés en Annexe 9
Article 34 (points de rejets)	<p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie.</p> <p>Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonage des effluents</p>	Voir ci-dessus.

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.	
Article 35 (points de mesures)	Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux conditions fixées par les méthodes de référence précisées dans « un avis publié au Journal officiel ».	Tous les points de rejets à l'atmosphère seront conçus pour pouvoir faire l'objet de mesures.
Article 36 (hauteur de cheminée)	La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz. Cette hauteur, qui ne peut être inférieure à 10 m fait l'objet d'une justification dans le dossier conformément aux dispositions de l'annexe II.	Les cheminées seront dimensionnées conformément à l'annexe II.
Articles 37, 38, 39 (VLE)	Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées « dans un avis publié au Journal officiel ». Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une même teneur en oxygène de référence égale à 21 %. Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées. I. Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.	Le respect des valeurs limites d'émission sera vérifié selon le plan de surveillance qui sera établi.

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>[Voir arrêté]</p> <p>Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.</p> <p>II. Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.</p> <p>III. Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les effluents gazeux respectent les valeurs limites de concentration fixées dans le tableau selon le flux horaire figurant en annexe III.</p>	
Articles 40 (odeurs)	Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.	Les activités ne sont pas à l'origine de nuisances olfactives.
Articles 41 (émissions dans le sol)	Les rejets directs dans les sols sont interdits.	Il n'y aura aucun rejet d'effluents dans les sols.

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
Articles 42 (bruits et vibrations)	<p>I. Valeurs limites de bruit.</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <p>[Voir arrêté]</p> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p> <p>II. Véhicules - Engins de chantier.</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p>III. Vibrations.</p> <p>Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe I.</p>	<p>Une campagne de mesures acoustiques initiale a été réalisée avant mise en service des installations de Proform (voir Annexe 6). Une campagne de surveillance des niveaux sonores sera réalisée dans la première année suivant la mise en service des installations puis au minimum tous les 3 ans.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>IV. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.</p>	
Articles 43, 44, 45 (déchets)	<p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ; • trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ; • s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, • s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles. <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p>	<p>La nature et la quantité de déchets sur le site de Vourles seront similaires à celles du site de Chaponost. Pour référence, le registre des déchets 2022 pour le site de Chaponost est présenté en annexe 14.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>En particulier, les copeaux d'usinage ou tout déchet d'usinage souillé sont stockés à l'abri des eaux météoriques et sur rétention ou sur tout autre moyen équivalent permettant la récupération des égouttures.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques.</p> <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.</p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p>L'exploitant met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet des déchets dangereux à un tiers.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p>	
Article 46 (surveillance des émissions)	<p>L'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser ou faire réaliser des mesures de niveaux sonores.</p> <p>Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.</p> <p>Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	Sera appliqué selon le plan de surveillance qui sera établi.

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées à l'article 39. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées « dans un avis publié au Journal officiel ».</p>	
Article 47 (déclaration annuelle des émissions polluantes)	Les émissions de substances ou déchets visées aux articles 39 et 45 du présent arrêté doivent faire, le cas échéant, l'objet d'une déclaration annuelle dans les conditions prévues par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.	-
Article 48 (exécution)	[Voir arrêté]	-

2. RUBRIQUE N° 2565

Arrêté du 09/04/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
Article 1	<p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous les rubriques 2564 ou 2565 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Le présent arrêté s'applique :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) aux installations régulièrement autorisées antérieurement au 12 avril 2019 et relevant depuis lors du régime de l'enregistrement ; b) aux installations régulièrement enregistrées avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ; c) aux installations faisant l'objet d'une demande d'enregistrement complète à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. <p>Cependant, les dispositions prévues aux articles 3, 4, 5, 11, 12, 13, au point c de l'article 14, au dernier alinéa de l'article 24, aux articles 25, 27, 29 et 39 ne sont pas applicables aux installations relevant du a.</p> <p>Les dispositions du point d de l'article 14, du III de l'article 17 et de l'article 19 sont applicables aux installations relevant des a, b ou c au 1er juillet 2024.</p> <p>Les dispositions de l'article 11, dans sa rédaction issue de l'arrêté du 20 avril 2023 ne s'appliquent pas aux installations relevant du b.</p> <p>Cet arrêté s'applique sans préjudice des prescriptions auxquelles ces installations existantes sont déjà soumises et qui demeurent applicables.</p>	Installations faisant l'objet d'une demande d'enregistrement complète à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>Dans le cas d'une extension d'une installation existante nécessitant un nouvel enregistrement en application de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> les articles 5, 11, 12, 13 et 39 ne s'appliquent qu'à la partie constructive de l'extension. Les locaux existants restent, pour ces articles, soumis aux dispositions antérieures ; le point c de l'article 14 est applicable, pour la partie existante de l'installation, dans un délai d'un an à la suite du dépôt de la demande de nouvel enregistrement ; les autres articles du présent arrêté s'appliquent à l'ensemble de l'installation. » 	
Article 2	Définitions	-
Article 3 (conformité de l'installation)	<p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.</p> <p>L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.</p>	Objet du présent dossier de demande d'enregistrement
Article 4 (dossier installation classée)	<p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ; les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : 	Ces documents seront conservés sur site et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Prescriptions	Justificatifs pour le projet
<ul style="list-style-type: none"> • le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (cf. article 8) ; • les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation (cf. article 8) ; • le plan général des ateliers et stockages indiquant les zones de danger ainsi que le plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation (cf. article 10) ; • les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque (cf. article 11) ; • le schéma de tous les réseaux régulièrement mis à jour (cf. article 15) ; • les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques (cf. article 17) ; • les consignes d'exploitation (cf. article 22) ; • le registre de vérification périodique et de maintenance des équipements (cf. article 22) ; • le registre des résultats de mesure de prélèvement d'eau (cf. article 26) ; • le plan des réseaux de collecte des effluents et la justification du dimensionnement du bassin de confinement (cf. articles 20 et 27) ; • en cas de raccordement à une station d'épuration collective, étude de raccordement justifiant de l'aptitude au traitement des rejets (article 33) ; • le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents si elle existe au sein de l'installation (cf. article 35) ; • les justificatifs relatifs à l'élimination des déchets (cf. article 42) ; • le programme de surveillance des émissions (cf. article 44) ; • les résultats de l'autosurveillance eau (cf. article 46) ; • le schéma de maîtrise des émissions de COV s'il est mis en œuvre au sein de l'installation (cf. article 48.5) ; • les résultats de l'autosurveillance air (cf. articles 49 et 58) ; 	

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<ul style="list-style-type: none"> le plan de gestion des solvants si l'installation consomme plus d'une tonne de solvant par an (cf. article 51). <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	
Article 5 (implantation)	<p>Les locaux dans lesquels sont réalisées les activités de traitement de surface sont implantés à une distance minimale de dix mètres des limites de la propriété où l'installation est implantée et à plus de 20 mètres des habitations et des établissements recevant du public.</p> <p>L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.</p>	<p>Voir le plan de localisation du local traitement de surface en Annexe 11</p> <p>Voir plan en coupe en Annexe 1</p>
Articles 6 (Intégration dans le paysage et envol des poussières)	<p>L'exploitant adopte les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> le site est maintenu en bon état de propreté ; les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ; les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ; des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible. 	<p>Les installations seront intégrées dans des bâtiments déjà construits. Pas de modification paysagère significative. Le site sera maintenu en bon état de propreté.</p> <p>Les voies de circulation sont entièrement revêtues (enrobé ou béton) ; aucun véhicule ne circulera sur une zone en terre. Les espaces non bâtis et non dédiés à la circulation sont enherbés.</p>
Article 7 (surveillance de l'installation)	<p>Les opérations d'exploitation se font sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne désignée par l'exploitant. Cette personne a une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations.</p>	<p>Le site est clôturé sur la totalité de sa périphérie.</p> <p>L'établissement fonctionnera 24h/24 excepté en période estivale. En-dehors des périodes de fonctionnement, le site sera sous télésurveillance. Le télésurveilleur aura une liste de personnes à contacter pour réaliser la levée de doute.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
		<p>Les personnes d'astreinte désignées sont, suivant les événements, les fonctions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans tous les cas : le Directeur industriel du site qui pourra se faire assister : • En cas d'incendie ou d'accident grave : Responsable HSE • En cas d'inondation : Responsable maintenance et Responsable Optimisation Process
Article 8 (gestion des produits)	<p>L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence dans l'installation de substances ou mélanges dangereux est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.</p>	<p>Voir le registre des déchets Proform en Annexe 14</p> <p>Les fiches de données de sécurité sont disponibles en Annexe 16</p>
Article 9 (propreté de l'installation)	<p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières ou de déchets. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p>	<p>Les déchets liés à l'activité de traitement de surface seront stockés à l'intérieur du local jusqu'à leur enlèvement.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	Toutes les précautions sont prises pour éviter les risques d'envols de déchets, notamment lors de leur enlèvement mais aussi dans leur gestion usuelle par l'exploitant.	
Article 10 (localisation des risques)	<p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>« Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2, ainsi que les locaux accueillant les équipements à risque de défaillance électrique (au moins le tableau général basse tension et les armoires de puissance liées à la chauffe des bains et aux traitements électrolytiques) sont systématiquement à considérer dans ce recensement.</p> <p>« L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de l'ensemble des cuves de l'installation précisant, pour chacune d'elle, ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.). Ces plans sont tenus à jour.</p>	<p>Le plan de localisation des produits sur le site est présenté en annexe 15.</p> <p>Les différentes zones de risque sont présentées dans le plan suivant :</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
		<p>Plan des ateliers :</p> <p>The diagram illustrates the layout of the workshop, divided into several functional zones. At the top center is the 'Bureaux' (Offices) area. To its left is the 'Pôle technique' (Technical Pole). Below the 'Pôle technique' is the 'Aéronautique' (Aeronautics) section. In the center is a large 'CINTRAGE' (Curving) area. Below this is an 'Espace partagé' (Shared Space). To the right of the 'CINTRAGE' is a large 'LOGISTIQUE' (Logistics) area, which is highlighted with a red border and contains a fire icon and the text 'Risque incendie' (Fire Risk). Below the 'LOGISTIQUE' area is the 'FORMAGE' (Forming) section. A 'LOCAL TS' (Tool Room) is located between the 'Espace partagé' and the 'FORMAGE' area. A 'Stock palettes et cartons' (Stack of pallets and boxes) is shown in the top right corner. A vertical label on the far right indicates 'Tri et revalorisation' (Sorting and recycling). A legend at the bottom left shows a red line representing a 'Mur séparatif coupe-feu' (Fire-resistant separating wall).</p> <p>Légende : Mur séparatif coupe-feu</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
Article 11 (comportement au feu)	<p>Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> la structure est de résistance au feu R 30 ; les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0. Les locaux à risque définis à l'article 10 présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : murs et parois séparatifs REI 120 ; planchers EI 120 et structures porteuses de planchers R 120 ; portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120. En l'absence de tout stockage ou emploi de liquide inflammable, l'exploitant peut déroger aux dispositions relatives à ces locaux à risque, sous réserve du respect des trois conditions suivantes : les locaux à risque disposent d'un système de détection automatique d'incendie ; les locaux ne contiennent pas d'équipement à risque de défaillance électrique (par exemple un tableau général basse tension ou une armoire de puissance). A défaut, ces équipements sont protégés par un système d'extinction automatique adapté au risque (feu d'origine électrique) ; la structure est de résistance au feu R 30 et les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0. <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>S'il existe une chaufferie, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet qui répond aux dispositions propres aux locaux à risque.</p> <p>Les équipements à risque de défaillance électrique (au moins le tableau général basse tension et les armoires de puissance liées à la chauffe des bains</p>	<p>Le local traitement de surface sera équipé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> murs et parois séparatifs REI 120 ; planchers EI 120 et structures porteuses de planchers R 120 ; portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120. Les murs de séparation entre le secteur logistique (local à risque d'incendie) et les secteurs formage et cintrage sont REI 120 composés comme suit : Mur béton cellulaire d'une épaisseur minimum de 20 cm sur toute la hauteur Tout ceci sous poutre béton sous charpente Flocage des poteaux + plafond sur 4m pour une stabilité de 90 minutes Des portes coupe-feu 90 minutes seront installées sur les 3 ouvertures entre les bâtiments (2 portes côté cintrage + 1 porte côté formage) <p>Voir plan des dispositions constructives et schéma de la zone logistique en Annexe 12.</p> <p>L'exploitant demande une dérogation concernant la résistance au feu des façades extérieures de la zone logistique, qui est équipé d'un bandeau vitré.</p> <p>Les éléments relatifs à cette demande de dérogation sont présentés en PJ n°3.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	et aux traitements électrolytiques) sont installés dans des locaux indépendants de l'atelier de traitement.	
Article 12 (accès des services de secours)	<p>I. Accès au site</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.</p>	<p>Afin d'analyser les éventuels aménagements nécessaires afin de mettre en conformité les bâtiments existants aux prescriptions de la réglementation applicable en termes de prévention et protection incendie, Proform s'est fait accompagner par un prestataire expert en prévention incendie (Voir étude Forma'Prev en Annexe 13) ; les préconisations de l'étude Forma'Prev seront mises en œuvre par Proform (voir plan en Annexe 7).</p> <p>Les secours auront accès au site par le portail d'entrée.</p>
	<p>II. Voie « engins »</p> <p>Une voie engins au moins est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; l'accès au bâtiment ; l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ; l'accès aux aires de stationnement des engins. <p>Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.</p> <p>Cette voie engins respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; 	<p>Une voie engins en impasse de 6 m de large au moins permet l'accès à 3 façades du bâtiment.</p>

Prescriptions	Justificatifs pour le projet
<ul style="list-style-type: none"> • dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ; • la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; • chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; • aucun obstacle n'est disposé entre la voie engins et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins. <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engins permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>Le positionnement de la voie engins est proposé par le pétitionnaire dans son dossier d'enregistrement.</p>	
<p>III. Aires de stationnement</p> <p>III.1. Aires de mise en station des moyens élévateurs aériens</p> <p>Les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens élévateurs aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au II.</p>	<p>La voie engins est pourvue de deux aires de retournement et permet l'accès aux aires de stationnement situées à proximité des poteaux incendie ainsi qu'aux voies échelle servant de mise en station des moyens aériens. Deux cheminements stabilisés permettent d'accéder aux issues de secours du bâtiment depuis la voie engins.</p> <p>Les réserves incendie sont équipées d'aires d'aspiration.</p>

Prescriptions	Justificatifs pour le projet
<p>Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.</p> <p>Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens.</p> <p>Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades.</p> <p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.</p> <p>Chaque aire de mise en station des moyens élévateurs aériens respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 %, avec un positionnement de l'aire permettant un stationnement parallèle au bâtiment ; • la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ; • un positionnement de l'aire permettant un stationnement perpendiculaire au bâtiment est possible, sous réserve qu'il permette aux lances incendie d'atteindre les mêmes zones du bâtiment avec une aire de stationnement 	

Prescriptions	Justificatifs pour le projet
<p>parallèle ; la distance par rapport à la façade est inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • elle comporte une matérialisation au sol ; • aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ; • elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ; • elle résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm². <p>III.2. Aires de stationnement des engins</p> <p>Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au II. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.</p> <p>Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.</p> <p>Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p>	

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<ul style="list-style-type: none"> la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ; elle comporte une matérialisation au sol ; elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ; elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ; l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum. 	
	<p>IV. Documents à disposition des services d'incendie et de secours</p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux. 	<p>Ces documents seront tenus à disposition des services d'incendie et de secours.</p>
Article 13 (désenfumage)	<p>Les locaux à risque définis à l'article 10 sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² ; 	<p>Comme précisé à l'article 10, les locaux hors local de traitement de surface et logistique ne sont pas retenue comme zone à risque d'incendie du fait de la faible quantité de produits combustibles présents. Ces locaux respecteront donc les dispositions du Code du Travail en ce qui concerne le désenfumage.</p> <p>Pour la zone logistique (zone à risque d'incendie), l'exploitant demande une dérogation concernant le pourcentage de surface d'exutoires en toiture. En effet, il est rappelé que les</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<ul style="list-style-type: none"> à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux. <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton seront réalisées pour chaque zone à désenfumer.</p> <p>Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.</p>	<p>installations Proform seront transférées dans des bâtiments existants (ancienne usine CROWN) qui seront aménagés pour répondre aux exigences des arrêtés ministériels applicables aux activités de Proform. Cependant, les contraintes techniques spécifiques impliquées par l'adaptation d'un bâtiment existant aux dispositions constructives des arrêtés ministériels n'ont pas permis d'atteindre 2% de désenfumage en toiture de la zone logistique Les éléments relatifs à cette demande de dérogation sont présentés en PJ n°3.</p> <p>Le local traitement de surface sera aménagé de dispositifs de désenfumage correspondant à 2% de la surface de la toiture.</p> <p>Voir l'étude d'ingénierie en désenfumage et le plan de désenfumage en Annexe 3.</p>
Articles 14 (moyens de lutte contre l'incendie)	<p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</p> <p>b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des</p>	<p>Voir plan en Annexe 7</p> <p>Le dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie a été réalisé conformément à la fiche D9, qui donne un débit retenu de 480 m³/h, la surface de référence retenue étant la zone d'activité.</p>

Prescriptions	Justificatifs pour le projet
<p>dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>c) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces deux types de points d'eau incendie suscités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation. S'il s'agit de points d'eau incendie privés, l'exploitant : permet aux services d'incendie et de secours d'assurer les reconnaissances opérationnelles ; indique aux services d'incendie et de secours les modifications relatives à la disponibilité ou indisponibilité des points d'eau incendie dans les plus brefs délais ; implante, signale, maintient et contrôle les points d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département. <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par</p>	<p>Afin de dimensionner les moyens de protection incendie fixes et le système de sécurité incendie, Proform s'est fait accompagner par un expert en prévention incendie. Son rapport est présenté en Annexe 13.</p> <p>Des extincteurs seront également implantés pour répondre à la règle APSAD R4 et des RIA (Robinetts Incendie Armés) pour répondre à la règle APSAD R5</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau.</p> <p>L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;</p> <p>d) D'un dispositif de détection automatique d'incendie.</p> <p>e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p>	
Articles 15 (canalisation)	<p>Les canalisations de transport de fluides dangereux et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont accessibles et peuvent être inspectées. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p>	Un schéma des flux d'effluents liquides est présenté en Annexe 4.

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le repérage des bouches de dépotage des produits chimiques permet de les différencier afin d'éviter les mélanges de produits lors des livraisons.</p> <p>L'ensemble des appareils susceptibles de contenir des substances ou mélanges dangereux est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.</p>	
Article 16 (Matériels utilisables en atmosphères explosibles)	Dans les parties de l'installation visées à l'article 10 (produits inflammables) et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.	Un zonage ATEX des installations sera réalisé et les équipements correspondants seront conformes.
Article 17 (installations électriques)	<p>I. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Le chauffage des locaux à risque incendie ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique, ou par tout autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p>	<p>Voir plan des réseaux en Annexe 8</p> <p>Les équipements métalliques seront mis à la terre.</p> <p>Le chauffage des locaux sera assuré par des générateurs industriels d'air chaud au gaz naturel.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts.</p> <p>II. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 (version de juin 2015) permettent de répondre aux exigences.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées périodiquement, en fonction des risques, et au moins annuellement ainsi qu'à la suite de toute modification, par une personne compétente, conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments le justifiant.</p> <p>III. Le contrôle des installations électriques prévu au II est au moins annuel.</p> <p>Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.</p> <p>Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	
Article 18 (ventilation des locaux)	<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches</p>	<p>Les locaux seront ventilés naturellement à l'exception du local de traitement de surface qui sera équipé d'un dispositif d'aspiration/ventilation mécanique correctement dimensionné.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.</p> <p>La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).</p>	
Article 19 (système de détection et extinction automatique)	<p>I. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ; • dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface ; <p>Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.</p> <p>Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.</p> <p>II. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>III. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p>	<p>Les locaux seront équipés de détection incendie adaptée aux risques – Voir plan en Annexe 5</p> <p>Notamment, la zone logistique sera équipée de faisceaux IR (déclenchent le SSI et fermeture des portes coupe-feu). La zone de traitement de surface et le local de stockage des palettes bois et cartons seront également équipés d'une détection incendie.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.</p> <p>Les dates et la nature des contrôles, les anomalies constatées, la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation sont consignées dans un registre. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	
Article 20 (stockage)	<p>I. Dispositions générales</p> <p>Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; • dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. 	<p>Tous les déchets et produits dangereux liquides et solides seront stockés sur rétentions correctement dimensionnées dans le bâtiment situé au sud. Une procédure sera mise en place afin de mettre en sécurité ces produits en cas d'alerte inondation.</p> <p>En particulier, les produits liquides dangereux liés à l'activité de traitement de surface seront stockés sur rétentions (dimensionnées conformément à l'article 20) à l'intérieur du local traitement de surface qui est protégé du risque d'inondation par des batardeaux en cas d'alerte.</p> <p>La gestion de l'ensemble des stockages se fera via le logiciel de gestion interne Gedis.</p> <p>Les bains de traitement (tunnel de lavage et bains de décapage) sont équipés de leur propre rétention</p>

Prescriptions	Justificatifs pour le projet
<p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de substances ou mélanges dangereux, d'acides, de bases ou de sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est étanche, inattaquable et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>II. Cuves et chaînes de traitement</p> <p>Toute chaîne ou cuve de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité de la plus grande cuve ; • 50 % de la capacité totale des cuves associées. <p>Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ou des acides ou des bases ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement.</p>	

Prescriptions	Justificatifs pour le projet
<p>III. Rétentions et bassin de confinement</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin.</p> <p>Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ou d'incendie ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions de l'article 33 ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>IV. Chargement et déchargement</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sont étanches et reliées à des rétentions.</p> <p>V. Réserves de produits et matières consommables</p> <p>L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, comme, par exemple, résines échangeuses</p>	<p>Voir note D9/D9A en Annexe 2</p> <p>En cas d'incendie, les eaux polluées seront contenues dans le bassin de rétention étanche BR2, sans déversement dans le bassin d'infiltration BI1 grâce à l'arrêt du poste de relevage et sans débordement (1 522 m³) – voir Annexe 10.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	d'ions, manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, pièces d'usure, électrodes de mesures de pH.	
Article 21 (travaux)	<p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 10, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ; l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ; lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter un point chaud sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un</p>	<p>Des plans de prévention sont établis pour toute intervention d'un prestataire extérieur.</p> <p>Des permis feu sont établis dès que nécessaire en interne également.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	
Article 22 (Consignes et protection individuelle)	<p>I. Consignes de sécurité</p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les conditions dans lesquelles sont délivrés les substances et mélanges dangereux et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ; • la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation ; • les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection s'il existe ; • les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles ; • les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour éviter l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; • les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; • les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au III de l'article 20 ; • les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; 	<p>Les consignes de sécurité et d'opérations sont indiquées dans les procédures et modes opératoires</p>

Prescriptions	Justificatifs pour le projet
<ul style="list-style-type: none"> la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.</p> <p>II. Consignes d'exploitation</p> <p>Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité ; la fréquence de vérification des dispositifs contribuant directement à la sécurité des installations ou à la protection de l'environnement ; la limitation dans l'atelier de fabrication de la quantité de matières dangereuses ou combustibles nécessaires pour permettre au maximum le fonctionnement de l'installation pour une production journalière ; la vérification périodique prévoit le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, (thermoplongeurs, rétentions, canalisations, etc.) Les modalités de contrôle des paramètres de fonctionnement sont définies par un préposé dûment formé. 	

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>III. Protection individuelle</p> <p>Des équipements de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à leur emploi.</p>	
Article 23 (applicabilité)	<p>Les articles 32, 33, 34, 35 et 46 ne sont pas applicables aux installations ne présentant pas de rejets dans l'eau liés à l'activité (eaux de rinçage, de process, purges, etc.).</p>	<p>Les effluents issus du process sont traités par une station d'évaporation sous vide. Les boues sont envoyées en retraitement par une agence agréée et l'eau distillée est recyclée dans le process</p> <p>Pas de rejet d'eau de process au réseau/milieu naturel</p>
Article 24 (compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu)	<p>Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ; • réduction ou suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III). <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p>	<p>Pas de rejet d'eau de process au réseau/milieu naturel : rejet d'eaux pluviales (après traitement par séparateur d'hydrocarbures conforme à la norme NF P 16-442) uniquement</p>
Article 25 (prélèvement d'eau)	<p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.</p>	<p>Non concerné (pas de prélèvement d'eau dans le milieu naturel)</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les consommations d'eau. Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement.</p> <p>La réfrigération en circuit ouvert est interdite.</p>	<p>Les actions suivantes seront mises en œuvre afin de limiter les consommations d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Process optimisés en circuit fermé • presto 4 secondes, brise jets, sur les eaux de conso courantes • process sous surveillance avec relevés mensuels de compteurs permettant d'éviter toute dérive <p>Ainsi, la consommation maximale d'eau est estimée à 15 m³/jour travaillé, soit 10 m³/jour.</p>
Articles 26 (ouvrages de prélèvement)	<p>Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel ou dans un réseau public sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le système de disconnection équipant le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable, en application du code de la santé publique, destiné à éviter en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée peut être vérifié régulièrement et entretenu.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 de code de l'environnement.</p>	Non concerné (pas de prélèvement)
Article 27 (collecte des effluents)	<p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées (bains usés, effluents industriels, eaux pluviales polluées, etc.) des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.</p> <p>En complément des dispositions prévues à l'article 15, les eaux résiduaires rejetées par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des substances ou mélanges inflammables ou à</p>	Voir le plan des réseaux humides en annexe 8

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H350, H351, H370 ou H372 dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>	
Article 28 (rejets)	<p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.</p> <p>Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit. Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.</p>	<p>Voir plan des réseaux en Annexe 8.</p> <p>Les points de rejets des effluents aqueux seront aménagés pour permettre la prise d'échantillons pour analyse.</p> <p>Les eaux rejetées dans le milieu naturel seront uniquement des eaux pluviales, après passage par un séparateur d'hydrocarbures conforme à la norme NF P 16-442 pour les eaux de voiries et parking. Il n'y aura pas de rejet d'eau de process ni vers une STEP ni vers le milieu naturel : traitement par une station de traitement interne générant des boues traitées en tant que déchet et de l'eau distillée recyclée dans le process</p>
Article 29 (rejets des	<p>En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 susvisé s'appliquent.</p>	<p>Les eaux pluviales sont collectées et drainées par un réseau enterré vers le bassin d'infiltration nord et le bassin de rétention puis le bassin d'infiltration sud via une pompe de relevage. En sortie du bassin d'infiltration sud, les eaux sont</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
eaux pluviales)	Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à l'article 33 avant rejet au milieu naturel.	dirigées par surverse vers le point de rejet au Garon. Les eaux pluviales sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures conforme à la norme NF P 16-442 à l'entrée de chaque bassin d'infiltration. Voir le plan de gestion des eaux pluviales en Annexe 10
Article 30 (eaux souterraines)	Tout déversement d'eaux résiduares en nappe souterraine, direct ou indirect (épandage, infiltration, etc.), total ou partiel, est interdit. Tout déversement à l'intérieur des périmètres de protection des gîtes conchylicoles et des périmètres rapprochés des captages d'eau potable est interdit.	Pas de rejets dans les eaux souterraines. Seules les eaux pluviales seront infiltrées Le projet n'est pas situé à l'intérieur d'un périmètre de protection des gîtes conchylicoles et périmètre rapproché des captages d'eau potable. Il convient cependant de noter qu'il se situe en périmètre de protection éloigné d'un captage AEP (voir figure 8 « Carte des servitudes d'utilité publique de la commune de Vourles » de la PJ8 du présent dossier).
Article 31 (effluents)	Tous les effluents aqueux sont canalisés. La dilution des effluents est interdite.	Il n'y aura pas de rejet d'effluents de process. Les eaux pluviales seront drainées par des réseaux enterrés vers les bassins d'infiltration, après passage dans un séparateur d'hydrocarbures conforme à la norme NF P 16-442.
Article 32 (Température et pH)	La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30 °C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés n'est pas supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau. Le pH des effluents rejetés est compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.	Non applicable (cf. article 23) Les eaux rejetées dans le milieu naturel seront uniquement des eaux pluviales – absence de modification de la température ou du pH

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>Pour les eaux réceptrices auxquelles s'appliquent les dispositions de l'article D. 211-10 du code de l'environnement, les effets du rejet, mesurés dans les mêmes conditions que précédemment, respectent également les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ne pas entraîner une élévation maximale de température de 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, de 3 °C pour les eaux cyprinicoles et de 2 °C pour les eaux conchyliques ; • ne pas induire une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25 °C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ; • maintenir un pH compris entre 6 et 9 pour les eaux salmonicoles et cyprinicoles et pour les eaux de baignade, compris entre 6,5 et 8,5 pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire, et compris entre 7 et 9 pour les eaux conchyliques ; • ne pas entraîner un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques. 	
Article 33 (VLE pour le rejet direct ou raccordé)	<p>I. Les rejets d'eaux résiduaires se font exclusivement après un traitement approprié des effluents. Ils respectent notamment les valeurs limites d'émission fixées ci-après.</p> <p>II. Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration industrielle/ 2750, mixte/ 2752 ou urbaine) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions.</p> <p>Lorsqu'une installation est raccordée à une station d'épuration urbaine, les valeurs limites d'émissions, en sortie de l'installation, des polluants autres que les macropolluants sont les mêmes que celles pour un rejet dans le milieu naturel.</p>	<p>Non applicable (cf. article 23)</p> <p>Les eaux rejetées dans le milieu naturel seront uniquement des eaux pluviales, après passage par un séparateur d'hydrocarbures conforme à la norme NF P 16-442 pour les eaux de voiries et parking. Ce dispositif permettra de respecter une concentration maximale de 5 mg/l au niveau du rejet au milieu naturel.</p> <p>Les eaux rejetées ne contiendront pas d'autres polluants du fait de leur nature (eaux pluviales) et respecteront donc les valeurs limites d'émissions spécifiées dans les différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.</p>

Prescriptions	Justificatifs pour le projet
<p>Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de raccordement au réseau public délivrée en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique, par les collectivités auxquelles appartient le réseau.</p> <p>III. Sans préjudice des dispositions de l'article 24, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes.</p> <p>Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2e alinéa de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.</p> <p>Les valeurs limites d'émission en concentration sont définies comme suit en mg/l (milligramme par litre d'effluents rejetés), contrôlées sur l'effluent brut non décanté.</p> <p>Le rejet est dit direct lorsqu'il s'effectue dans le milieu naturel après la station de traitement de l'installation.</p> <p>Le rejet est dit raccordé lorsqu'il s'effectue dans le réseau de collecte d'une station d'épuration extérieure.</p> <p>Sans préjudice des valeurs limites d'émission en concentration définies aux articles suivants, les rejets de cadmium n'excèdent pas 0,3 gramme par kilogramme de cadmium utilisé.</p> <p>1. Polluants spécifiques du secteur d'activité</p> <p>Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes avant rejet au milieu naturel : [Voir arrêté]</p>	<p>Il n'y aura pas de rejet d'eau de process ni vers une STEP ni vers le milieu naturel : traitement par une station de traitement interne générant des boues traitées en tant que déchet et de l'eau distillée recyclée dans le process.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>2. Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau</p> <p>Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [Voir arrêté]</p> <p>Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et satisfont en conséquence en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.</p> <p>Pour les autres métaux et métalloïdes susceptibles d'être mis en œuvre dans l'installation (zirconium, vanadium, molybdène, cobalt, manganèse, titane, béryllium, silicium, etc.), la concentration et le flux maximal journalier définis conformément aux dispositions de l'article 24, sont, sauf indication contraire, ceux mentionnés dans le dossier d'enregistrement.</p> <p>3. Autres polluants</p> <p>Les valeurs limites en termes de concentration pour les autres polluants sont définies comme suit en mg/l (milligramme par litre d'effluents rejetés), contrôlées sur l'effluent brut non décanté : [Voir arrêté]</p> <p>Si la valeur limite d'émission en DCO n'est pas pertinente compte tenu de la nature des effluents rejetés, elle peut être remplacée par une valeur limite d'émission en carbone organique total (COT = DCO/3)</p>	
Article 34 (valeurs limites)	<p>Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.</p>	Non applicable (cf. article 23)

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse sont les méthodes de référence en vigueur.</p> <p>Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, permet une représentation statistique de l'évolution du paramètre.</p> <p>Lorsque la valeur limite est exprimée par rapport à un flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.</p> <p>Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux.</p> <p>Dans le cas particulier du chloroforme et en raison du caractère éventuellement très fluctuant des niveaux de rejet, les modalités de la conformité à la valeur limite d'émission sont à préciser dans le dossier d'enregistrement.</p>	
Article 35 (traitement des effluents)	<p>Les installations de traitement des effluents sont conçues de manière à tenir compte des variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.</p>	Non applicable (cf. article 23)

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et, si besoin, en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>La détoxification des eaux résiduelles est effectuée soit en continu, soit par bâchées.</p> <p>Les contrôles des quantités de réactifs à utiliser sont effectués soit en continu, soit à chaque bâchée, selon la méthode de traitement adoptée.</p> <p>L'ouvrage d'évacuation des eaux issues de la station de détoxification est aménagé pour permettre ou faciliter la mesure de débit et l'exécution des prélèvements.</p>	
Article 36 (principes généraux sur l'air)	<p>Les émissions atmosphériques (gaz, solvants, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des baignoires et cuves de traitement sont captées et épurées, si nécessaire, avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites du présent arrêté.</p> <p>Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration.</p> <p>Le stockage de produits volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, est confiné (récipients, silos, bâtiments fermés, etc.). Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et</p>	<p>Les fumées d'usinage et de découpe seront canalisées et rejetées à l'atmosphère. Les postes de soudure seront équipés d'aspiration avec point de rejet en toiture.</p> <p>Tous les points de rejet sont indiqués et caractérisés en Annexe 9.</p> <p>Seul le local de traitement de surface contient des produits chimiques (voir Annexe 15). Ce bâtiment est séparé des autres locaux et l'ensemble des émissions sont captées, traitées et rejetées en toiture via un système d'aspiration conforme à la réglementation en vigueur.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion.</p> <p>Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, etc.) que de l'exploitation sont mises en œuvre.</p>	
Article 37 (points de rejets)	<p>Les éventuels points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.</p> <p>Les éventuels conduits d'extraction sont éloignés au maximum des locaux habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air frais et ne comportent pas d'obstacles à la diffusion des gaz. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants.</p> <p>La dilution des effluents est interdite. Elle ne peut être autorisée aux seules fins de respecter les valeurs limites exprimées en concentration.</p>	Voir ci-dessus.
Article 38 (points de mesures)	Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux règles en vigueur et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives.	Tous les points de rejets à l'atmosphère seront conçus pour pouvoir faire l'objet de mesures.
Article 39 (hauteur des cheminées)	Indépendamment des valeurs limites d'émission et des débits d'odeur définis ci-après, le débouché des conduits d'extraction dépasse d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.	Les cheminées dépasseront d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.
Articles 40 (débit et mesure)	<p>Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées dans un avis publié au Journal officiel.</p> <p>Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les</p>	Les mesures seront réalisées par un organisme agréé.

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.</p> <p>Les valeurs limites d'émission exprimées en concentration se rapportent à une quantité d'effluents gazeux non dilués.</p>	
Articles 41 (bruit)	<p>I. Valeurs limites de bruit</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant : [Voir arrêté]</p> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p> <p>[Voir arrêté]</p> <p>II. Véhicules - engins de chantier</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf</p>	<p>Une campagne de mesures acoustiques initiale a été réalisée avant mise en service des installations de Proform (voir Annexe 6). Une campagne de surveillance des niveaux sonores sera réalisée dans la première année suivant la mise en service des installations puis au minimum tous les 3 ans.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p>III. Vibrations</p> <p>Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe I de l'arrêté du 24 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2230 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>IV. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure des émissions sonores peut être effectuée aux frais de l'exploitant, par un organisme qualifié à la demande de l'inspection des installations classées.</p>	
Articles 42 et 43 (déchets)	<p>Sont soumis aux dispositions du présent titre tous les déchets générés, y compris l'ensemble des résidus de traitement (boues, rebuts de fabrication, bains ou solvants usés, bains morts, résines échangeuses d'ions, etc.).</p> <p>Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée. Les déchets susceptibles de contenir des matières polluantes sont stockés à l'abri des précipitations météoriques sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement. La</p>	<p>La nature et la quantité de déchets sur le site de Vourles seront similaires à celles du site de Chaponost. Pour référence, le registre des déchets 2022 pour le site de Chaponost est présenté en annexe 14.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à 2 mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.</p> <p>Lorsque la quantité de déchets produite dépasse le seuil défini à l'article D. 543-280 du code de l'environnement, le tri et la valorisation prévus aux articles D. 543-281 et suivants de ce même code son mis en place.</p> <p>L'exploitant conserve pendant 5 ans l'attestation prévue à l'article D. 543-284 de ce même code ou la preuve de la valorisation de ces déchets par lui-même ou par une installation de valorisation à laquelle il a confié directement ses déchets. Les déchets dangereux font l'objet d'un bordereau de suivi qui est conservé pendant 5 ans.</p> <p>Le brûlage des déchets liquides, solides et gazeux est interdit.</p>	
Article 44 (surveillance des émissions)	<p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles du présent chapitre. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé s'appliquent. Elles concernent notamment la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.</p>	Un programme de surveillance des émissions sera établi et mis en place.
Article 45 (émissions dans l'air)	<p>I. Dispositions générales</p> <p>La surveillance des rejets dans l'air porte sur :</p>	Un contrôle des performances des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sera réalisé dans l'année suivant la mise en service.

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<ul style="list-style-type: none"> le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ; les valeurs limites d'émissions. <p>Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.</p>	
Article 46 (émissions dans l'eau)	<p>I. Les mesures et analyses des rejets dans l'eau sont effectuées par l'exploitant ou un organisme extérieur avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux pluviales, eaux vannes, autres eaux du procédé, etc.) non chargés de produits toxiques.</p> <p>En cas de traitement par bâchée, un échantillon représentatif est analysé avant rejet.</p> <p>II. Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu dans le cas d'un traitement des effluents en continu. Ils sont mesurés et consignés avant rejet dans le cas d'un traitement par bâchées. Le volume total rejeté par jour est consigné sur un support prévu à cet effet. Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.</p> <p>III. Les polluants et substances qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues.</p>	Non applicable (cf. art. 23)

Prescriptions	Justificatifs pour le projet
<p>Des mesures du niveau des rejets en cyanures totaux et en métaux (en fonction des caractéristiques présumées du rejet) sont réalisées par l'exploitant sur un échantillon représentatif de l'émission journalière.</p> <p>Des mesures réalisées par des méthodes rapides adaptées aux concentrations à mesurer permettent une estimation du niveau des rejets par rapport aux valeurs limites d'émission fixées.</p> <ul style="list-style-type: none"> • chaque jour, en vue de déterminer le niveau des rejets en cyanures totaux et en chrome hexavalent ; • une fois par semaine, en vue de déterminer le niveau des rejets en métaux, lorsque la technique le permet. <p>Des prélèvements et analyses portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance (métaux et cyanures totaux) sont effectuées trimestriellement par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci et suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides.</p> <p>Ce laboratoire de prélèvement et d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).</p> <p>Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>Concernant les rejets des autres substances, lorsque les seuils définis ci-dessous sont dépassés en contributions nettes, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux :</p>	

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>[Voir arrêté]</p> <p>Cas particulier du cadmium :</p> <p>Un échantillon représentatif du rejet pendant une période de 24 heures est prélevé. La quantité de cadmium rejeté au cours du mois est calculée sur la base des quantités quotidiennes de cadmium rejetées.</p> <p>Pour les substances dont la surveillance pérenne a été actée voire notifiée par arrêté préfectoral dans le cadre de la deuxième campagne RSDE (recherche et réduction des rejets de substances dans l'eau), les dispositions du présent arrêté remplacent les dispositions prévues concernant les modalités de cette surveillance.</p>	
Article 47 (impact sur les eaux souterraines)	<p>L'exploitant d'une installation où sont présentes plus de 5 tonnes de substances et mélanges dangereux à mention de danger H310, H330 ou H370 ou 50 tonnes de substances et mélanges dangereux à mention de danger H300, H301, H311, H331, H350, H351 ou H372 réalise une surveillance des eaux souterraines dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un puits au moins est implanté en aval du site de l'installation. La définition du nombre de puits et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique jointe au dossier d'enregistrement ; • deux fois par an au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. La fréquence des prélèvements est déterminée sur la base notamment de l'étude hydrogéologique citée ci-dessus. <p>L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité de l'installation. Les résultats de mesures sont transmis à</p>	Non applicable (seuils non atteints)

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les plus brefs délais.</p> <p>Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p>	
Article 48, 49, 50, 51 et 52 (dispositions particulières applicables à l'ensemble des installations relevant de la rubrique 2564)	-	Non applicable au projet
Article 53 (gestion des produits)	<p>Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et des autres substances ou mélanges dangereux à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H350, H351, H370 ou H372 sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant les produits cyanurés ne renferme pas de solutions acides. Les locaux sont pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.</p> <p>Seuls les personnels nommément désignés et spécialement formés ont accès aux dépôts de cyanures, de trioxyde de chrome et autres produits dangereux. Ceux-ci ne délivrent que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains et cuves de traitement. Dans le cas où l'ajustement de la composition des bains est fait à partir de solutions disponibles en conteneur et ajoutées par des systèmes automatiques, la quantité strictement nécessaire est un conteneur.</p>	Non applicable

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
Article 54 (rétentions, régulation thermique et épuration)	<p>Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'installation de traitement de surface concernée et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mélanger (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.).</p> <p>Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.</p> <p>Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les réacteurs de décyanuration et de déchromatation sont munis de rétentions sélectives, avec un déclencheur d'alarme en point bas. L'ensemble de l'ouvrage épuratoire est construit sur un revêtement étanche et inattaquable, dirigeant tout écoulement vers un point bas muni d'un déclencheur d'alarme.</p> <p>La détoxification d'effluents cyanurés et le stockage de bains usés cyanurés ou concentrés cyanurés sont implantés de manière à éviter toute possibilité de stagnation de vapeurs ou gaz toxiques.</p>	<p>Tous les déchets et produits dangereux liquides et solides seront stockés sur rétentions correctement dimensionnées dans le bâtiment situé au sud. Une procédure sera mise en place afin de mettre en sécurité ces produits en cas d'alerte inondation.</p> <p>En particulier, les produits liquides dangereux liés à l'activité de traitement de surface seront stockés sur rétentions à l'intérieur du local traitement de surface qui est protégé du risque d'inondation par des batardeaux en cas d'alerte.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
Article 55 (rejet spécifique)	<p>I. Les systèmes de rinçage sont conçus et exploités de manière à obtenir un rejet d'eau spécifique, rapporté au mètre carré de la surface traitée, dit « rejet spécifique », le plus faible possible.</p> <p>Le rejet spécifique maximal de l'installation est défini par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement. Son calcul est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Sont pris en compte dans le calcul du rejet spécifique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les eaux de rinçage ; • les vidanges de cuves de rinçage ; • les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents ; • les vidanges des cuves de traitement ; • les eaux de lavage des sols ; • les effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques. <p>Ne sont pas pris en compte dans le calcul du rejet spécifique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les eaux de refroidissement ; • les eaux pluviales ; • les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé ; • les effluents traités hors site dans une installation autorisée à cet effet. <p>On entend par surface traitée la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. Le rejet spécifique est exprimé pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage.</p>	<p>Le process fonctionne en circuit fermé grâce à l'évaporateur sous vide qui traite les eaux de process : l'eau distillée issue de ce traitement est réinjectée dans les process de traitement de surface pour le dégraissage et le décapage.</p> <p>Prélèvement en eau de ville annuel pour tout le site de Chaponost y compris les sanitaires, l'eau distribuée dans les fontaines à eau pour la boisson et l'eau osmosée pour différents process, eau lavage de sol, etc... sur les 3 dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2020 : 1 765 m³ d'eau de ville achetée / 205 812 m² de surface dégraissée • 2021 : 1 773 m³ d'eau de ville achetée / 211 951 m² de surface dégraissée • 2022 : 1 087 m³ d'eau de ville achetée / 200 285 m² de surface dégraissée <p>Les consommations d'eau sur le site de Vourles seront similaires aux consommations sur le site de Chaponost.</p>

Prescriptions	Justificatifs pour le projet
<p>Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et subit un rinçage (quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage).</p> <p>II. Le rejet spécifique n'excède pas 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. Pour les opérations de décapage ou d'électrozingage de tôles ou de fils en continu, ce rejet spécifique n'excède pas deux litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. Le calcul du rejet spécifique est joint au dossier de demande d'enregistrement. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>III. A la demande de l'exploitant et comme explicité dans son dossier de demande d'enregistrement, les valeurs limites d'émission en concentration définies à l'article 33 et le rejet spécifique fixé au II, peuvent être modifiées conformément aux dispositions ci-après et sous réserve de ne pas augmenter le flux de polluant autorisé. Cette possibilité ne s'applique pas aux opérations de décapage ou d'électrozingage de tôles ou de fils mentionnés au II.</p> <p>Si le rejet spécifique de l'installation est supérieur au rejet spécifique de référence (soit 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage), pour une raison justifiée par l'analyse de son impact sur le milieu récepteur, et après emploi des meilleures techniques disponibles, des valeurs d'émission plus contraignantes s'appliquent qui ne peuvent entraîner un dépassement du flux calculé en fonction du rejet spécifique de l'installation, comme indiqué au IV.</p> <p>Dans le cas d'un rejet d'eau inférieur au rejet spécifique de référence (8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage), des valeurs limites d'émission plus élevées s'appliquent calculées comme indiqué au IV,</p>	

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>à condition que l'acceptabilité de ces valeurs d'émission par le milieu récepteur soit démontrée par l'exploitant. Ces valeurs limites d'émissions ne peuvent excéder trois fois les valeurs limites d'émission définies à l'article 33.</p> <p>IV. Pour l'application des dispositions prévues au III, les valeurs limites d'émissions en concentration (C) et le rejet spécifique (D) sont définis de manière que le flux (F) n'excède pas le flux de référence (Fréf).</p> <p>Où :</p> <ul style="list-style-type: none"> • $Fréf = (Créf \times Dréf \times n \times S) / 1\,000$; • Fréf = flux de référence exprimé en g/ jour ; • Créf = valeur limite d'émission de référence, pour un polluant donné, exprimée en mg/ L, telle que définie à l'article 34 ; • Dréf = rejet spécifique de référence = 8 L/ m² et par fonction de rinçage ; • n = nombre moyen de fonctions de rinçages subies par les pièces ; • S = surface quotidienne traitée (calculée en moyenne mensuelle), exprimée en mètre carré, telle que définie au I ; • $F = (C \times D \times n \times S) / 1\,000$; • C = valeur limite d'émission applicable, pour un polluant donné, exprimée en mg/ L ; • D = rejet spécifique fixé applicable, exprimé en L/ m² et par fonction de rinçage. 	
Article 56 (cadmium et cyanures)	<p>Les installations enregistrées à partir du 12 avril 2019 qui mettent en œuvre du cadmium ou du cyanure ne rejettent aucun effluent aqueux et fonctionnent en circuit fermé.</p> <p>Il en est de même de l'extension d'une installation régulièrement autorisées antérieurement au 12 avril 2019 et relevant depuis lors du régime de</p>	Non applicable (absence d'utilisation de cadmium ou de cyanure)

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	l'enregistrement et nécessitant un nouvel enregistrement, lorsqu'elle donne lieu à l'utilisation de nouveaux locaux.	
Article 57 (émissions dans l'air)	<p>Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration dont le dimensionnement est joint au dossier de demande d'enregistrement. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.</p> <p>L'installation respecte les valeurs limites en concentration ci-après pour les polluants susceptibles d'être rejetés.</p> <p>[Voir Arrêté]</p> <p>Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.</p> <p>Cas particulier de l'attaque nitrique / NOx : la valeur limite d'émission est fixée à 200 mg/m³ sur un cycle de production et à 800 mg/m³ comme maximum instantané.</p>	En cours de dimensionnement – Proform sera accompagné par une ingénierie spécialisée afin de dimensionner les systèmes de captation de manière optimisée conformément à cet arrêté
Article 58 (surveillance des émissions)	Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis visés à l'article 57 est réalisée au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations au plus tard dans l'année suivant la mise en service de l'installation puis tous les ans.	Sera appliqué selon le plan de surveillance qui sera établi.
Article 59 et 60 (exécution)	-	-

3. RUBRIQUE N°2563

Arrêté du 27/07/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2563 – Annexe I.

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
1.1.1. Conformité de l'installation à la déclaration	L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.	-
1.1.2. Contrôle périodique	<p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.</p> <p>Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : « Objet du contrôle », éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe, après la mention : « Objet du contrôle ». Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : « Le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ».</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en oeuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en oeuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>	Non applicable : une installation DC incluse dans un établissement dont l'une des installations est soumise à autorisation ou enregistrement n'est pas soumise aux contrôles périodiques

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
1.2. Modifications	Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.	Toute modification notable fera l'objet d'un Porter à Connaissance
1.3. Contenu de la déclaration	La déclaration précise les mesures prises relatives aux conditions d'utilisation, d'épuration et d'évacuation des eaux résiduaires et des émanations de toutes natures ainsi que d'élimination des déchets et résidus en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.	Objet du présent dossier de demande d'enregistrement
1.4. Dossier installation classée	<p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le dossier de déclaration ; • les plans tenus à jour ; • la preuve de dépôt de la déclaration » et les prescriptions générales ; • les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ; • les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit ; • les documents prévus aux points : <ul style="list-style-type: none"> 1.1.2 (rapport de visite de l'organisme agréé, actions correctives et dates de mise en oeuvre en cas de non-conformités) ; 2.4.1 et 2.4.2 (documents attestant des propriétés de réaction et résistance au feu) ; 2.7 (rapport de contrôle des installations électriques) ; 3.5 (plan et état des stockages de produits dangereux) ; 4.3 (plan des ateliers indiquant les différentes zones de danger) ; 	Ces documents seront conservés sur site et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>4.5 (dossier permis de travaux) ;</p> <p>5.3 (plan des réseaux d'eau) ;</p> <p>5.9 (surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée) ;</p> <p>7.5 (bordereaux de suivi de déchets et les documents justificatifs de traitement) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> les dispositions prévues en cas de sinistre. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	
1.5. Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle	L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.	Tout accident ou incident de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement sera déclaré à l'inspection des IC.
1.6. Changement d'exploitant	Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.	-
1.7. Cessation d'activité	Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était déclarée, son exploitant doit en informer le préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées conformément à l'article R. 512-66-1 du code de l'environnement.	-

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
2.1. Règles d'implantation	<p>L'installation est implantée et maintenue à une distance d'au moins 5 mètres des limites de l'établissement.</p> <p>Une dérogation peut être accordée par le préfet, sous réserve de la présentation d'un dossier justifiant l'absence de risque et nuisances pour les tiers.</p>	Les ateliers de travail des métaux sont à plus de 5m des limites de propriété.
2.2. Intégration dans le paysage	L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement, etc.).	Les installations seront intégrées dans des bâtiments déjà construits. Pas de modification paysagère significative. Le site sera maintenu en bon état de propreté.
2.3. Interdiction de locaux habités ou occupés par des tiers au-dessus et au-dessous de l'installation	L'installation n'est pas surmontée ni ne surmonte de locaux habités ou occupés par des tiers.	Voir plan en coupe en Annexe 1
2.4.1. Réaction au feu	Les locaux abritant l'installation présentent la caractéristique de réaction au feu minimale suivante : matériaux de classe A1 selon NF EN 13501-1 (incombustible).	L'activité de nettoyage/dégraissage sera mise en œuvre au niveau du local de traitement de surface, qui respecte ces dispositions (voir bilan de conformité à l'arrêté 2565)
2.4.2. Résistance au feu	<p>Les locaux à risque incendie présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • murs extérieurs et murs séparatifs REI 90 ; • planchers REI 90 ; • portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 90. 	<p>Les murs de séparation entre le secteur logistique (local à risque d'incendie) et les secteurs formage et cintrage sont REI 120 composés comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mur béton cellulaire d'une épaisseur minimum de 20 cm sur toute la hauteur • Tout ceci sous poutre béton sous charpente • Flocage des poteaux + plafond sur 4m pour une stabilité de 90 minutes • Des portes coupe-feu 90 minutes seront installées sur les 3 ouvertures entre les bâtiments (2 portes côté cintrage + 1 porte côté formage)

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
		<p>Voir plan des dispositions constructives et schéma de la zone logistique en Annexe 12.</p> <p>L'exploitant demande une dérogation concernant la résistance au feu des façades extérieures de la zone logistique, qui est équipé d'un bandeau vitré.</p> <p>Les éléments relatifs à cette demande de dérogation sont présentés en PJ n°3.</p>
2.4.3. Toitures et couvertures de toiture	Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3).	Le local traitement de surface dans lequel aura lieu l'activité de nettoyage/dégraissage répondra à la classe BROOF (t3)
2.4.4. Désenfumage	<p>I. Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>II. La surface utile d'ouverture des dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur n'est pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² ; - à déterminer selon la nature des risques, si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m², sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux. <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible</p>	<p>Comme précisé à l'article 10, les locaux hors local de traitement de surface et logistique ne sont pas retenue comme zone à risque d'incendie du fait de la faible quantité de produits combustibles présents. Ces locaux respecteront donc les dispositions du Code du Travail en ce qui concerne le désenfumage.</p> <p>Pour la zone logistique (zone à risque d'incendie), l'exploitant demande une dérogation concernant le pourcentage de surface d'exutoires en toiture. En effet, il est rappelé que les installations Proform seront transférées dans des bâtiments existants (ancienne usine CROWN) qui seront aménagés pour répondre aux exigences des arrêtés ministériels applicables aux activités de Proform. Cependant, les contraintes techniques spécifiques impliquées par l'adaptation d'un bâtiment existant aux dispositions constructives des arrêtés ministériels n'ont pas permis d'atteindre 2% de désenfumage en toiture de la zone logistique Les éléments relatifs à cette demande de dérogation sont présentés en PJ n°3.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage, ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellules.</p> <p>Tous les dispositifs doivent, en référence à la norme NF EN 12101-2, présenter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bifonctions sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ; • la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 m et SL 500 (50 daN/m²) pour des altitudes supérieures à 400 m et inférieures ou égales à 800 m. La classe SL0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 m, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ; • classe de température ambiante T0 (0 °C) ; • classe d'exposition à la chaleur HE 300 (300 °C). <p>Des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton seront réalisées pour chaque zone à désenfumer.</p>	<p>Le local traitement de surface (dans lequel aura lieu l'activité de nettoyage/dégraissage) sera aménagé de dispositifs de désenfumage correspondant à 2% de la surface de la toiture.</p> <p>Voir l'étude d'ingénierie en désenfumage et le plan de désenfumage en Annexe 3.</p>
2.5. Accessibilité	<p>Le bâtiment abritant l'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie engins ou par une voie échelles si le plancher bas du niveau le plus haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.</p>	<p>Afin d'analyser les éventuels aménagements nécessaires afin de mettre en conformité les bâtiments existants aux prescriptions de la réglementation applicable en termes de prévention et protection incendie, Proform s'est fait accompagner par un prestataire expert en prévention incendie (Voir étude Forma'Prev en Annexe 13) ; les préconisations de</p>

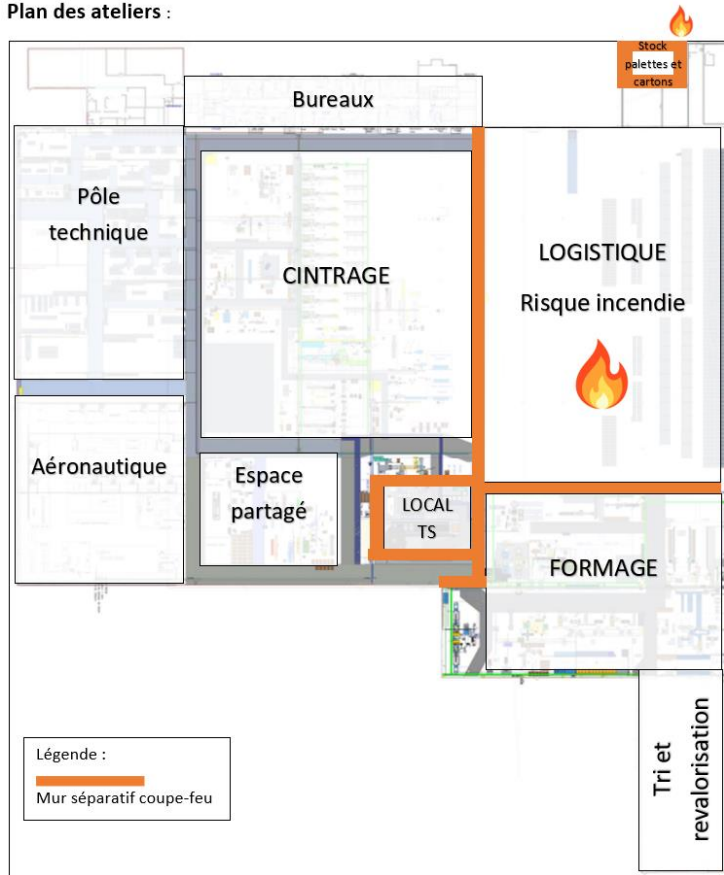
Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	Une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.	l'étude Forma'Prev seront mises en œuvre par Proform (voir plan en Annexe 7). Les secours auront accès au site par le portail d'entrée.
2.6. Ventilation	<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou toxique.</p> <p>Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante, compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants, afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés, et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.</p> <p>La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz de combustion dans l'atmosphère.</p>	Les locaux seront ventilés naturellement à l'exception du local de traitement de surface qui sera équipé d'un dispositif d'aspiration/ventilation mécanique correctement dimensionné.
2.7. Installations électriques	<p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.</p>	<p>Voir plan des réseaux en Annexe 8</p> <p>Les installations électriques feront l'objet des contrôles périodiques réglementaires.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
2.8. Mise à la terre des équipements	Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.	Les équipements métalliques seront mis à la terre.
2.9. Rétention des aires et locaux de travail	<p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont, de préférence, récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5.5 et au titre 7.</p>	<p>Tous les déchets et produits dangereux liquides et solides seront stockés sur rétentions correctement dimensionnées dans le bâtiment. Une procédure sera mise en place afin de mettre en sécurité ces produits en cas d'alerte inondation.</p> <p>En particulier, les produits liquides dangereux liés à l'activité de traitement de surface seront stockés sur rétentions (dimensionnées conformément à l'article 19) à l'intérieur du local traitement de surface qui est protégé du risque d'inondation par des batardeaux en cas d'alerte.</p>
2.10. Cuvettes de rétention	<p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le</p>	<p>Tous les déchets et produits dangereux liquides et solides seront stockés sur rétentions correctement dimensionnées dans le bâtiment situé au sud. Une procédure sera mise en place afin de mettre en sécurité ces produits en cas d'alerte inondation.</p> <p>En particulier, les produits liquides dangereux liés à l'activité de traitement de surface seront stockés sur rétentions (dimensionnées conformément à l'article 20) à l'intérieur du local traitement de surface qui est protégé du risque d'inondation par des batardeaux en cas d'alerte.</p> <p>La gestion de l'ensemble des stockages se fera via le logiciel de gestion interne Gedis.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 %, dans le cas de liquides inflammables, avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>L'étanchéité du ou des réservoirs doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p>	
2.11. Isolement du réseau de collecte	Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.	En cas d'incendie, les eaux polluées seront contenues dans le bassin de rétention étanche BR2, sans déversement dans le bassin d'infiltration BI1 grâce à l'arrêt du poste de relevage et sans débordement (1 522 m3) – voir annexe 10.
3.1. Surveillance de l'exploitation	L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.	L'établissement fonctionnera 24h/24 excepté en période estivale. En-dehors des périodes de fonctionnement, le site sera sous télésurveillance. Le télésurveilleur aura une liste de personnes à contacter pour réaliser la levée de doute.

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
3.2. Contrôle de l'accès	Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations.	Le site est clôturé sur la totalité de sa périphérie.
3.3. Connaissance des produits – étiquetage	<p>L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges dangereux.</p>	Les fiches de données de sécurité sont disponibles en Annexe 16.
3.4. Propreté	Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Toutes précautions sont prises pour éviter les risques d'envol.	<p>Il n'y a aucun stockage extérieur. Les locaux font l'objet d'un nettoyage régulier (autolaveuses et autobalayeuses).</p> <p>Les déchets seront stockés à l'intérieur du bâtiment jusqu'à leur enlèvement.</p>
3.5. État des stocks de produits dangereux	<p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>	<p>Le plan de localisation des produits sur le site est présenté en Annexe 15. Les fiches de données de sécurité sont disponibles en Annexe 16</p> <p>Voir le registre des déchets Proform en Annexe 14.</p>
3.6. Réserves de produits ou matières consommables	L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement (produits absorbants, produits neutralisants, etc.).	Des kits absorbants sont mis à disposition à tous les endroits où un déversement accidentel est susceptible de se produire.

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
4.1. Protection individuelle	<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces matériels.</p>	<p>Des EPI sont mis à disposition des salariés en fonction des risques. Des formations sont effectuées régulièrement par le service HSE et le service de santé au travail.</p> <p>Des casiers sont disponibles à proximités des installations pour faciliter le stockage et l'emploi des EPI adaptés.</p>
4.2. Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	<p>L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ; d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local. <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>	<p>Voir plan en Annexe 7</p> <p>Le dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie a été réalisé conformément à la fiche D9, qui donne un débit retenu de 480 m³/h, la surface de référence retenue étant la zone d'activité.</p> <p>Afin de dimensionner les moyens de protection incendie fixes et le système de sécurité incendie, Proform s'est fait accompagner par un expert en prévention incendie. Son rapport est présenté en Annexe 13.</p> <p>Des extincteurs seront également implantés pour répondre à la règle APSAD R4 et des RIA (Robinetts Incendie Armés) pour répondre à la règle APSAD R5</p> <p>Un schéma des flux d'effluents liquides est présenté en Annexe 4.</p>
4.3. Localisation des risques	<p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et</p>	<p>Le plan de localisation des produits sur le site est présenté en Annexe 15.</p>

Prescriptions	Justificatifs pour le projet
<p>quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, émanations toxiques...).</p> <p>Les locaux à risque incendie sont, a minima, les chaufferies, les locaux de charge d'accumulateur, les zones de stockage ou d'emploi de produits combustibles et inflammables. Le risque est signalé.</p> <p>Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.</p>	<p>Les différentes zones de risque sont présentées dans le plan suivant :</p> <p>Plan des ateliers :</p>  <p>Le plan des ateliers illustre la disposition des zones de l'installation. Les zones identifiées sont : Bureaux, Pôle technique, CINTRAGE, Aéronautique, Espace partagé, LOCAL TS, FORMAGE, et LOGISTIQUE. Une zone de stockage de palettes et cartons est indiquée avec un pictogramme d'incendie. La zone LOGISTIQUE est également marquée avec un pictogramme d'incendie et le texte 'Risque incendie'. Une légende indique que les lignes orange représentent des murs séparatifs coupe-feu.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
4.4. Matériels utilisables en atmosphères explosibles	<p>Dans les parties de l'installation visées au point 4.3 et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 modifié relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Cependant, dans les parties de l'installation où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.</p> <p>Les canalisations électriques ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p>	Un zonage ATEX des installations sera réalisé et les équipements correspondants seront conformes.
4.5. « Permis de travaux » dans les parties de l'installation visées au point 4.3	<p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 4.3, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ; 	<p>Des plans de prévention sont établis pour toute intervention d'un prestataire extérieur.</p> <p>Des permis feu sont établis dès que nécessaire en interne également.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<ul style="list-style-type: none"> l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ; lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place, dans un tel cas, pour assurer le maintien de la sécurité. <p>Ce document ou dossier est établi sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure, ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Dans les parties de l'installation, visées au point 4.3, présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	
4.6. Consignes de sécurité	Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du	Les consignes de sécurité et d'opérations sont indiquées dans les procédures et modes opératoires

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.3 « incendie » et « atmosphères explosives » ; • l'obligation du « permis de travaux » pour les parties de l'installation visées au point 4.3 ; • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides, etc.) ; • les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7 ; • les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; • les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; • la procédure d'alerte, avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; • l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. 	
4.7. Consignes d'exploitation	<p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites.</p> <p>Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les modes opératoires ; • la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ; • les instructions de maintenance et de nettoyage ; 	Les consignes de sécurité et d'opérations sont indiquées dans les procédures et modes opératoires

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<ul style="list-style-type: none"> le maintien dans le local de fabrication ou d'emploi des seules quantités de matières dangereuses ou combustibles strictement nécessaires au fonctionnement de l'installation ; les conditions de conservation et de stockage des produits ; la fréquence de contrôles de l'étanchéité et de l'attachement des réservoirs et de vérification des dispositifs de rétention. 	
5.1.1. Compatibilité avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)	Les conditions de prélèvement et de rejet liées au fonctionnement de l'installation sont compatibles avec les objectifs du SDAGE et les documents de planification associés, le cas échéant.	Pas de rejet d'eau de process au réseau/milieu naturel : rejet d'eaux pluviales (après traitement par séparateur d'hydrocarbures conforme à la norme NF P 16-442) uniquement
5.1.2. Connexité avec des ouvrages soumis à la nomenclature eau en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement	<p>Les ouvrages et équipements nécessaires au fonctionnement de l'installation classée et visés par la nomenclature eau (IOTA) n'engendrent pas de prélèvements, rejets ou impacts supérieurs au seuil de l'autorisation de ladite nomenclature. En cas de dépassement de ce seuil, le préfet prend des dispositions particulières dans le cadre de l'article R. 512-52 du code de l'environnement.</p> <p>En cas de forage, si le volume prélevé est supérieur à 10 000 m³/an, les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, la surveillance et la mise à l'arrêt de l'ouvrage sont conformes aux dispositions indiquées dans l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif aux prélèvements soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0 (à adapter en fonction de la connaissance des installations par rubrique).</p>	Absence d'activité IOTA au régime de l'autorisation et de forage
5.1.3. Prélèvements	Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé	Non concerné (pas de prélèvement d'eau dans le milieu naturel)

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur.</p> <p>Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée.</p> <p>L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p>	
5.2. Consommation	<p>Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. Les circuits de refroidissement ouverts sont interdits.</p>	<p>Les actions suivantes seront mises en œuvre afin de limiter les consommations d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Process optimisés en circuit fermé • presto 4 secondes, brise jets, sur les eaux de conso courantes • process sous surveillances avec relevés mensuels de compteurs permettant d'éviter toute dérive <p>Ainsi, la consommation maximale d'eau est estimée à 15 m³/jour travaillé, soit 10 m³/jour.</p>
5.3. Réseau de collecte et eaux pluviales	<p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les eaux pluviales non souillées sont évacuées par un réseau spécifique ou traitées (recyclage, infiltration, etc.) conformément aux dispositions du SDAGE ou SAGE, s'il existe.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de</p>	<p>Voir le plan des réseaux humides en annexe 8</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes à la norme NF P16-442 (version 2007) ou à toute autre norme européenne ou internationale équivalente. Ces équipements sont contrôlés et curés (hydrocarbures et boues) régulièrement.</p> <p>Un plan des réseaux maintenu à jour est joint au dossier installation classée.</p> <p>Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.</p>	
5.4. Mesure des volumes rejetés	<p>La quantité d'eaux industrielles (EI) rejetée est mesurée journalièrement ou, à défaut, évaluée à partir d'un bilan matière sur l'eau, tenant compte notamment de la mesure des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique ou dans le milieu naturel.</p> <p>Sinon, l'effluent aqueux industriel issu de l'installation est considéré comme un déchet et traité conformément au titre 7.</p>	<p>Il n'y aura pas de rejet d'eau de process ni vers une STEP ni vers le milieu naturel : traitement par une station de traitement interne générant des boues traitées en tant que déchet et de l'eau distillée recyclée dans le process</p>
5.5. Valeurs limites de rejet	<p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pH 5,5-8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; • température < 30 °C ; 	<p>Les eaux rejetées dans le milieu naturel seront uniquement des eaux pluviales, après passage par un séparateur d'hydrocarbures conforme à la norme NF P 16-442 pour les eaux de voiries et parking. Ce dispositif permettra de respecter une concentration maximale de 5 mg/l au niveau du rejet au milieu naturel.</p> <p>Les eaux rejetées ne contiendront pas d'autres polluants du fait de leur nature (eaux pluviales) et respecteront donc les valeurs limites d'émissions spécifiées dans les différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.</p>

Prescriptions	Justificatifs pour le projet
<ul style="list-style-type: none"> est exempt de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration, lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST ou 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO :</p> <ul style="list-style-type: none"> matières en suspension : 600 mg/l ; DCO : 2 000 mg/l ; DBO5 : 800 mg/l. <p>Ces valeurs limites ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.</p> <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :</p> <ul style="list-style-type: none"> matières en suspension : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ; DCO : la concentration ne doit pas dépasser 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ; DBO5 : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà ; azote global : la concentration ne doit pas dépasser 30 mg/l si le flux journalier maximal est égal ou supérieur à 50 kg/jour ; phosphore total : la concentration ne doit pas dépasser 10 mg/l si le flux journalier maximal est égal ou supérieur à 15 kg/jour. 	<p>Il n'y aura pas de rejet d'eau de process ni vers une STEP ni vers le milieu naturel : traitement par une station de traitement interne générant des boues traitées en tant que déchet et de l'eau distillée recyclée dans le process.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :</p> <ul style="list-style-type: none"> hydrocarbures totaux : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j ; métaux totaux (**) (sur échantillon brut non décanté) : 15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j. <p>(**) Selon la norme FD T90-112 ou toute autre norme équivalente ou s'y substituant.</p> <p>Ces valeurs limites sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.</p>	
5.6. Interdiction des rejets en nappe	Hors dispositions spécifiques prévues à l'article 5.3 pour les eaux pluviales non souillées, le rejet direct ou indirect, même après épuration d'effluents vers les eaux souterraines, est interdit.	Pas de rejets dans les eaux souterraines. Seules les eaux pluviales seront infiltrées
5.7. Prévention des pollutions accidentelles	Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. L'évacuation des effluents recueillis selon les dispositions du point 2.11 se fait soit dans les conditions prévues au point 5.5 ci-dessus, soit comme des déchets dans les conditions prévues au titre 7 ci-après.	<p>Tous les déchets et produits dangereux liquides et solides seront stockés sur rétentions correctement dimensionnées dans le bâtiment situé au sud. Une procédure sera mise en place afin de mettre en sécurité ces produits en cas d'alerte inondation.</p> <p>En particulier, les produits liquides dangereux liés à l'activité de traitement de surface seront stockés sur rétentions (dimensionnées conformément à l'article 19) à l'intérieur du local traitement de surface qui est protégé du risque d'inondation par des batardeaux en cas d'alerte.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
5.8. Epannage	L'épandage des déchets, effluents et sous-produits est interdit.	Il n'y aura pas d'épandage des eaux résiduelles, boues ou déchets.
5.9. Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée	<p>Si l'effluent industriel n'est pas considéré comme un déchet, l'exploitant met en place un programme de surveillance des paramètres visés au point 5.5, soit de paramètres représentatifs de ces derniers, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées.</p> <p>Les prélèvements et mesures des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 doivent être effectués au moins une fois par an conformément aux normes en vigueur. Une mesure du débit est également réalisée ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m3/j.</p> <p>Ces mesures des concentrations sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p> <p>Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives au moins une fois tous les trois ans par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p> <p>En cas de résultat non conforme et sauf justification du respect de l'autorisation de déversement pour le ou les paramètres concernés, l'exploitant doit réaliser les aménagements nécessaires et effectuer une nouvelle mesure des concentrations des différents polluants visés</p>	Il n'y aura pas de rejet d'eau de process ni vers une STEP ni vers le milieu naturel : traitement par une station de traitement interne générant des boues traitées en tant que déchet et de l'eau distillée recyclée dans le process

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	au 5.5, dans les mêmes conditions que précédemment, dans le délai maximum de six mois suivant la réception des premiers résultats.	
6.1. Captage et épuration des rejets à l'atmosphère	<p>Les installations susceptibles de dégager des vapeurs sont munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des vapeurs collectées en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins de prélèvements en vue d'analyse ou de mesure. Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air frais et ne comporte pas d'obstacles à la diffusion des vapeurs. Les points de rejet sont en nombre aussi réduit que possible.</p> <p>La dilution des effluents est interdite, sauf autorisation explicite de l'inspection des installations classées. Elle ne peut être autorisée aux seules fins de respecter les valeurs limites exprimées en concentration.</p> <p>Cet article n'est pas applicable aux installations de type fermé (machine à laver...)</p>	<p>Les fumées d'usinage et de découpe seront canalisées et rejetées à l'atmosphère. Les postes de soudure seront équipés d'aspiration avec point de rejet en toiture.</p> <p>Tous les points de rejet sont indiqués et caractérisés en annexe 9</p>
6.2. Emissions et conditions de rejet	<p>Les effluents gazeux respectent les valeurs limites définies ci-après, exprimées en mg/Nm3 dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec).</p> <p>a) Valeurs limites d'émission</p> <p>Les valeurs limites d'émission, exprimées en concentration se rapportent à une quantité d'effluents gazeux n'ayant pas subi de dilution autre que celle éventuellement nécessitée par les procédés utilisés, ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes :</p>	Le respect des valeurs limites d'émission sera vérifié selon le plan de surveillance qui sera établi.

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<ul style="list-style-type: none"> alcalins (exprimés en OH) : 10 mg/m³ (quel que soit le flux horaire). <p>La valeur limite d'émission ci-dessus n'est pas applicable aux installations de type fermé (machine à laver...).</p> <p>b) Odeurs</p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de vapeur odorante susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.</p>	
7.1. Gestion des déchets	<p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets ; assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, en privilégiant, dans l'ordre : <ul style="list-style-type: none"> a) La préparation en vue de la réutilisation ; b) Le recyclage ; c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ; d) L'élimination. <p>L'exploitant traite ou fait traiter les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du</p>	<p>La nature et la quantité de déchets sur le site de Vourles seront similaires à celles du site de Chaponost. Pour référence, le registre des déchets 2022 pour le site de Chaponost est présenté en annexe 14.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour ce traitement sont régulièrement autorisées à cet effet.	
7.2. Contrôles des circuits	L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de traitement et de traçabilité (bordereau de suivi, document de transfert transfrontalier) dans les conditions fixées par la réglementation aux articles R. 541-42 à R. 541-46 du code de l'environnement.	La gestion et le transport des déchets, notamment dangereux, sera conforme aux normes et règlements applicables (émission de BSD, enlèvement et traitement par des prestataires agréés, etc.)
7.3. Entreposage des déchets	<p>Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envois, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...).</p> <p>La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à un mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.</p>	Tous les déchets liquides et solides seront stockés sur rétentions correctement dimensionnées dans le bâtiment situé au sud. Une procédure sera mise en place afin de mettre en sécurité ces produits en cas d'alerte inondation.
7.4. Déchets non dangereux	<p>Les déchets non dangereux (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants sont récupérés, valorisés ou éliminés dans des installations autorisées.</p> <p>Les seuls modes de traitement autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui en produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1 100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes en application des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.</p>	Tous les déchets liquides et solides seront stockés sur rétentions correctement dimensionnées dans le bâtiment situé au sud. Une procédure sera mise en place afin de mettre en sécurité ces produits en cas d'alerte inondation.
7.5. Déchets dangereux	Les déchets dangereux sont traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement. Un	La gestion et le transport des déchets, notamment dangereux, sera conforme aux normes et règlements applicables (émission

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>registre des déchets dangereux produits (nature, tonnage, filière de traitement, etc.) est tenu à jour.</p> <p>L'exploitant doit émettre un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et doit être en mesure d'en justifier le traitement. Les documents justificatifs sont conservés 5 ans.</p>	<p>de BSD, enlèvement et traitement par des prestataires agréés, etc.)</p> <p>L'entreprise est accompagnée par un Conseiller à la Sécurité du Transport des Marchandises Dangereuses formé à l'ADR.</p>
7.6. Brûlage	Le brûlage des déchets liquides, solides et gazeux à l'air libre est interdit.	Aucun déchet ne sera brûlé.
8.1. Valeurs limites de bruit	<p>Au sens du présent arrêté, on appelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> • émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ; • zones à émergence réglementée : • l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de la déclaration, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ; • les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de la déclaration ; • l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de la déclaration dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles. <p>Pour les installations existantes, déclarées au plus tard quatre mois avant la date de publication du présent arrêté au Journal officiel, la</p>	<p>Une campagne de mesures acoustiques initiale a été réalisée avant mise en service des installations de Proform (voir Annexe 6). Une campagne de surveillance des niveaux sonores sera réalisée dans la première année suivant la mise en service des installations puis au minimum tous les 3 ans.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>date de la déclaration est remplacée, dans la définition ci-dessus des zones à émergence réglementée, par la date du présent arrêté.</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p> <p>Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant : [Voir arrêté]</p> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée, au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p> <p>Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations devra respecter les valeurs limites ci-dessus.</p>	
8.2. Véhicules - engins de chantier	Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions	Les engins utilisés sur site en phase travaux exploitation seront conformes aux normes en vigueur

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>sonores. En particulier, les engins de chantier sont conformes à un type homologué.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hautparleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>	
8.3. Vibrations	Les règles techniques applicables sont fixées à l'annexe II.	-
8.4. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores	<p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation.</p> <p>Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</p>	Une campagne de mesures acoustiques initiale a été réalisée avant mise en service des installations de Proform (voir Annexe 6). Une campagne de surveillance des niveaux sonores sera réalisée dans la première année suivant la mise en service des installations puis au minimum tous les 3 ans.
9. Remise en état en fin d'exploitation	<p>Outre les dispositions prévues au point 1.7, l'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ; les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles doivent être rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte. Le produit utilisés pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface. 	-

4. RUBRIQUE N°2575

Arrêté du 30/06/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2575 : " Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage " – Annexe I.

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
1.1 - Conformité de l'installation à la déclaration	L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve des prescriptions ci-dessous.	-
1.2 – Modifications	Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration (article 31 du décret du 21 septembre 1977).	Toute modification notable fera l'objet d'un Porter à Connaissance
1.3 - Justification du respect des prescriptions de l'arrêté	La déclaration doit préciser les mesures prises ou prévues par l'exploitant pour respecter les dispositions du présent arrêté (article 25 du décret du 21 septembre 1977).	Objet du présent dossier de demande d'enregistrement
1.4 - Dossier installation classée	L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> • le dossier de déclaration, • les plans tenus à jour, • la preuve de dépôt de la déclaration et les prescriptions générales, • les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a, • les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit, les rapports des visites, 	Ces documents seront conservés sur site et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<ul style="list-style-type: none"> les documents prévus aux points 3.5, 3.6, 4.3, 4.7, 4.8, 5.1, 7.4 du présent arrêté. <p>Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>	
1.5 - Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle	L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 (référence : art. 38 du décret du 21 septembre 1977).	Tout accident ou incident de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement sera déclaré à l'inspection des IC.
1.6 - Changement d'exploitant	Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration (référence : art. 34 du décret du 21 septembre 1977).	-
1.7 - Cessation d'activité	Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était déclarée, son exploitant doit en informer le préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées (référence : article 34-1 du décret du 21 septembre 1977).	-
1.8 (*)	non concerné	-
2.1 (*)	non concerné	-

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
2.2 - Intégration dans le paysage	L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement...).	Les installations seront intégrées dans des bâtiments déjà construits. Pas de modification paysagère significative. Le site sera maintenu en bon état de propreté.
2.3 - Interdiction d'habitations au-dessus des installations	L'installation ne doit pas être surmontée de locaux occupés par des tiers ou à usage d'habitation.	Voir plan en coupe en Annexe 1
2.4 - Comportement au feu des bâtiments	Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.	Pour la zone logistique (zone à risque d'incendie), l'exploitant demande une dérogation concernant le pourcentage de surface d'exutoires en toiture. En effet, il est rappelé que les installations Proform seront transférées dans des bâtiments existants (ancienne usine CROWN) qui seront aménagés pour répondre aux exigences des arrêtés ministériels applicables aux activités de Proform. Cependant, les contraintes techniques spécifiques impliquées par l'adaptation d'un bâtiment existant aux dispositions constructives des arrêtés ministériels n'ont pas permis d'atteindre 2% de désenfumage en toiture de la zone logistique. Les éléments relatifs à cette demande de dérogation sont présentés en PJ n°3. Voir l'étude d'ingénierie en désenfumage et le plan de désenfumage en Annexe 3.
2.5 - Accessibilité	L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage des sauveteurs équipés	Afin d'analyser les éventuels aménagements nécessaires afin de mettre en conformité les bâtiments existants aux prescriptions de la réglementation applicable en termes de prévention et protection incendie, Proform s'est fait accompagner par un prestataire expert en prévention incendie (Voir étude Forma'Prev en Annexe 13) ; les préconisations de

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
		<p>l'étude Forma'Prev seront mises en œuvre par Proform (voir plan en Annexe 7).</p> <p>Les secours auront accès au site par le portail d'entrée.</p>
2.6 – Ventilation	Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.	Les locaux seront ventilés naturellement à l'exception du local de traitement de surface qui sera équipé d'un dispositif d'aspiration/ventilation mécanique correctement dimensionné.
2.7 - Installations électriques	Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.	<p>Voir plan des réseaux en Annexe 8</p> <p>Les installations électriques feront l'objet des contrôles périodiques réglementaires.</p>
2.8 - Mise à la terre des équipements	Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.	Les équipements métalliques seront mis à la terre.
2.9 - Rétention des aires et locaux de travail	Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité, traités conformément à l'article 5.7 et au titre 7.	<p>Tous les déchets et produits dangereux liquides et solides seront stockés sur rétentions correctement dimensionnées dans le bâtiment. Une procédure sera mise en place afin de mettre en sécurité ces produits en cas d'alerte inondation.</p> <p>En particulier, les produits liquides dangereux liés à l'activité de traitement de surface seront stockés sur rétentions (dimensionnées conformément à l'article 19) à l'intérieur du local traitement de surface qui est protégé du risque d'inondation par des batardeaux en cas d'alerte.</p>
2.10 - Cuvettes de rétention	Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont	Tous les déchets et produits dangereux liquides et solides seront stockés sur rétentions correctement dimensionnées dans le bâtiment situé au sud. Une procédure sera mise en

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> 100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal, soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, s'il existe, qui doit être maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p>	<p>place afin de mettre en sécurité ces produits en cas d'alerte inondation.</p> <p>En particulier, les produits liquides dangereux liés à l'activité de traitement de surface seront stockés sur rétentions (dimensionnées conformément à l'article 20) à l'intérieur du local traitement de surface qui est protégé du risque d'inondation par des batardeaux en cas d'alerte.</p> <p>La gestion de l'ensemble des stockages se fera via le logiciel de gestion interne Gedis.</p>
3.1 - Surveillance de l'exploitation	L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une	L'établissement fonctionnera 24h/24 excepté en période estivale. En-dehors des périodes de fonctionnement, le site

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.	sera sous télésurveillance. Le télésurveilleur aura une liste de personnes à contacter pour réaliser la levée de doute.
3.2 - Contrôle de l'accès	Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.	Le site est clôturé sur la totalité de sa périphérie.
3.3 - Connaissance des produits – Etiquetage	<p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail.</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles, le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>	Les fiches de données de sécurité sont disponibles en Annexe 16
3.4 – Propreté	Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.	<p>Il n'y a aucun stockage extérieur. Les locaux font l'objet d'un nettoyage régulier (autolaveuses et autobalayeuses).</p> <p>Les déchets seront stockés à l'intérieur du bâtiment jusqu'à leur enlèvement.</p>
3.5 - Registre entrée/sortie	<p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>	Le plan de localisation des produits sur le site est présenté en Annexe 15.
3.6 - Vérification périodique des installations électriques	Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le	Les Vérifications Générales Périodiques sont réalisées par un organisme agréé annuellement qui délivre un certificat Q18 à la suite du contrôle.

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.	
4.1 - Protection individuelle	Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.	Des EPI sont mis à disposition des salariés en fonction des risques. Des formations sont effectuées régulièrement par le service HSE et le service de santé au travail. Des casiers sont disponibles à proximités des installations pour faciliter le stockage et l'emploi des EPI adaptés.
4.2 - Moyens de secours contre l'incendie	<p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux,...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes..., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre, d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés, d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles. 	<p>Voir plan en Annexe 7</p> <p>Le dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie a été réalisé conformément à la fiche D9, qui donne un débit retenu de 480 m3/h, la surface de référence retenue étant la zone d'activité.</p> <p>Afin de dimensionner les moyens de protection incendie fixes et le système de sécurité incendie, Proform s'est fait accompagner par un expert en prévention incendie. Son rapport est présenté en Annexe 13.</p> <p>Des extincteurs seront également implantés pour répondre à la règle APSAD R4 et des RIA (Robinetts Incendie Armés) pour répondre à la règle APSAD R5</p> <p>Un schéma des flux d'effluents liquides est présenté en Annexe 4.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.	
4.3 (*) 4.4 (*) 4.5 (*) 4.6 (*)	non concerné	
4.7 - Consignes de sécurité	<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établie, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), • les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7, • les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours... 	Les consignes de sécurité et d'opérations sont indiquées dans les procédures et modes opératoires
4.8 - Consignes d'exploitation	<p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les modes opératoires, 	Les consignes de sécurité et d'opérations sont indiquées dans les procédures et modes opératoires

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<ul style="list-style-type: none"> la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées, les instructions de maintenance et de nettoyage, le maintien dans l'atelier de fabrication de la quantité de matières nécessaire au fonctionnement de l'installation. 	
5.1 – Prélèvements	<p>Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs doivent être relevés toutes les semaines si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 m³/j. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour.</p> <p>L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p>	Non concerné (pas de prélèvement d'eau dans le milieu naturel)
5.2 – Consommation	<p>Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau.</p> <p>Les circuits de refroidissement ouverts sont interdits au-delà d'un débit de 5 m³/j.</p>	<p>Les actions suivantes seront mises en œuvre afin de limiter les consommations d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> Process optimisés en circuit fermé presto 4 secondes, brise jets, sur les eaux de conso courantes process sous surveillances avec relevés mensuels de compteurs permettant d'éviter toute dérive <p>Ainsi, la consommation maximale d'eau est estimée à 15 m³/jour travaillé, soit 10 m³/jour.</p>
5.3 - Réseau de collecte	Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles	Voir le plan des réseaux humides en Annexe 8

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	d'être polluées. Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.	En cas d'incendie, les eaux polluées seront contenues dans le bassin de rétention étanche BR2, sans déversement dans le bassin d'infiltration BI1 grâce à l'arrêt du poste de relevage et sans débordement (1 522 m3) – voir annexe 10.
5.4 - Mesure des volumes rejetés	La quantité d'eau rejetée doit être mesurée journallement ou à défaut évaluée à partir de la mesure des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique ou dans le milieu naturel.	Il n'y aura pas de rejet d'eau de process ni vers une STEP ni vers le milieu naturel : traitement par une station de traitement interne générant des boues traitées en tant que déchet et de l'eau distillée recyclée dans le process
5.5 - Valeurs limites de rejet	<p>Sans préjudice des conventions de déversement dans le réseau public (art. L 35-8 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin, d'un traitement avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif, permettant de respecter les valeurs limites suivantes (contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur l'effluent brut non décanté et non filtré) sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> pH (NFT 90-008) : 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation à la chaux), température : < 30° C. <p>b) dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :</p> <ul style="list-style-type: none"> matières en suspension (NFT 90-105) : 600 mg/l, DCO (NFT 90 -01) : 2 000 mg/l. 	<p>Les eaux rejetées dans le milieu naturel seront uniquement des eaux pluviales, après passage par un séparateur d'hydrocarbures conforme à la norme NF P 16-442 pour les eaux de voiries et parking. Ce dispositif permettra de respecter une concentration maximale de 5 mg/l au niveau du rejet au milieu naturel.</p> <p>Les eaux rejetées ne contiendront pas d'autres polluants du fait de leur nature (eaux pluviales) et respecteront donc les valeurs limites d'émissions spécifiées dans les différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.</p> <p>Il n'y aura pas de rejet d'eau de process ni vers une STEP ni vers le milieu naturel : traitement par une station de traitement interne générant des boues traitées en tant que déchet et de l'eau distillée recyclée dans le process.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>c) dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • matières en suspension (NFT 90-105) : 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà, • DCO (NFT 90-101) : 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà. <p>d) polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :</p> <ul style="list-style-type: none"> • - hydrocarbures totaux (NFT 90-114) : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j, • - métaux totaux (NFT 90-112) : 15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j. <p>Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.</p>	
5.6 - Interdiction des rejets en nappe	Le rejet direct ou indirect, même après épuration, d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.	Pas de rejets dans les eaux souterraines. Seules les eaux pluviales seront infiltrées
5.7 - Prévention des pollutions accidentelles	Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette...), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire, soit dans les conditions prévues à l'article 5.5 ci-dessus, soit comme des déchets dans les conditions prévues au titre 7 ci-après.	<p>Tous les déchets et produits dangereux liquides et solides seront stockés sur rétentions correctement dimensionnées dans le bâtiment situé au sud. Une procédure sera mise en place afin de mettre en sécurité ces produits en cas d'alerte inondation.</p> <p>En particulier, les produits liquides dangereux liés à l'activité de traitement de surface seront stockés sur rétentions (dimensionnées conformément à l'article 19) à l'intérieur du</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
		<p>local traitement de surface qui est protégé du risque d'inondation par des batardeaux en cas d'alerte.</p> <p>En cas d'incendie, les eaux polluées seront contenues dans le bassin de rétention étanche BR2, sans déversement dans le bassin d'infiltration BI1 grâce à l'arrêt du poste de relevage et sans débordement (1 522 m3) – voir annexe 10.</p>
5.8 – Epannage	L'épandage des eaux résiduaires, des boues et des déchets est interdit.	Il n'y aura pas d'épandage des eaux résiduaires, boues ou déchets.
5.9 - Mesure périodique de la pollution rejetée	<p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 5.5 doit être effectuée au moins tous les 3 ans par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p> <p>En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.</p> <p>Une mesure du débit est également réalisée, ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m³/j.</p>	Il n'y aura pas de rejet d'eau de process ni vers une STEP ni vers le milieu naturel : traitement par une station de traitement interne générant des boues traitées en tant que déchet et de l'eau distillée recyclée dans le process
6.1 - Captage et épuration des rejets à l'atmosphère	Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyse.	<p>Les fumées d'usinage et de découpe seront canalisées et rejetées à l'atmosphère. Les postes de soudure seront équipés d'aspiration avec point de rejet en toiture.</p> <p>Tous les points de rejet sont indiqués et caractérisés en annexe 9</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	Le débouché des cheminées doit avoir une direction verticale et ne pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois...).	
6.2 - Valeurs limites et conditions de rejet	<p>Les effluents gazeux ne doivent pas contenir plus de 150 mg/Nm³ de poussières, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo-pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) et mesurées selon les méthodes définies au point 6.3.</p> <p>Le point de rejet doit dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.</p>	Le respect des valeurs limites d'émission sera vérifié selon le plan de surveillance qui sera établi.
6.3 - Mesure périodique de la pollution rejetée	<p>Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés au point 6.2 doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans.</p> <p>Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement quand il existe une procédure d'agrément des organismes.</p> <p>A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44-052 doivent être respectées.</p> <p>Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.</p> <p>En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.</p>	Le respect des valeurs limites d'émission sera vérifié selon le plan de surveillance qui sera établi.

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
7.1 - Récupération – recyclage	Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées.	La nature et la quantité de déchets sur le site de Vourles seront similaires à celles du site de Chaponost. Pour référence, le registre des déchets 2022 pour le site de Chaponost est présenté en annexe 14.
7.2 - Stockage des déchets	Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs). La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.	Tous les déchets liquides et solides seront stockés sur rétentions correctement dimensionnées dans le bâtiment situé au sud. Une procédure sera mise en place afin de mettre en sécurité ces produits en cas d'alerte inondation.
7.3 - Déchets banals	Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères. Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui en produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1 100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes (décret n° 94-609 du 13 juillet 1994).	Tous les déchets liquides et solides seront stockés sur rétentions correctement dimensionnées dans le bâtiment situé au sud. Une procédure sera mise en place afin de mettre en sécurité ces produits en cas d'alerte inondation.
7.4 - Déchets industriels spéciaux	Les déchets industriels spéciaux doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination ; les documents justificatifs doivent être conservés 3 ans.	La gestion et le transport des déchets, notamment dangereux, sera conforme aux normes et règlements applicables (émission de BSD, enlèvement et traitement par des prestataires agréés, etc.)
7.5 – Brûlage	Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.	Aucun déchet ne sera brûlé.

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
8.1 - Valeurs limites de bruit	<p>Au sens du présent arrêté, on appelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> • émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation), • zones à émergence réglementée : • l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de la déclaration, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), • les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de la déclaration, • l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de la déclaration dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles <p>Pour les installations existantes (déclarées avant le 1er octobre 1997, la date de la déclaration est remplacée, dans la définition ci-dessus des zones à émergence réglementée, par la date du présent arrêté.</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p> <p>Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :</p>	<p>Une campagne de mesures acoustiques initiale a été réalisée avant mise en service des installations de Proform (voir Annexe 6). Une campagne de surveillance des niveaux sonores sera réalisée dans la première année suivant la mise en service des installations puis au minimum tous les 3 ans.</p>

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
	<p>[Voir arrêté]</p> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p> <p>Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations devra respecter les valeurs limites ci-dessus.</p>	
8.2 - Véhicules - engins de chantier	<p>Les émissions sonores des véhicules, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation doivent être conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores .En particulier les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.</p> <p>L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>	Les engins utilisés sur site en phase travaux exploitation seront conformes aux normes en vigueur
8.3 – Vibrations	Les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 sont applicables.	-

Prescriptions		Justificatifs pour le projet
8.4 - Mesure de bruit	<p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.</p> <p>Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.</p>	<p>Une campagne de mesures acoustiques initiale a été réalisée avant mise en service des installations de Proform (voir Annexe 6). Une campagne de surveillance des niveaux sonores sera réalisée dans la première année suivant la mise en service des installations puis au minimum tous les 3 ans.</p>
9.1 - Elimination des produits dangereux en fin d'exploitation	<p>En fin d'exploitation, tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.</p>	-
9.2 - Traitement des cuves	<p>Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles doivent être rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.</p>	-

5. RUBRIQUE N°2910-A

Arrêté du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

Article 1er de l'arrêté du 3 août 2018

(Arrêté du 15 juillet 2019, article 1er I)

Les installations de combustion de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW et inférieure à 20 MW, comprenant uniquement des appareils de combustion classés au titre de la rubrique 2910-A, sont soumises aux dispositions de l'annexe I.

Les appareils de combustion consommant du biogaz produit par des installations de méthanisation classées sous la rubrique n° 2781-1 ne sont pas soumis aux dispositions du présent arrêté.

Les appareils de combustion de puissance thermique nominale inférieure à 1 MW ne sont pas soumis aux dispositions du présent arrêté.

Les appareils de combustion (générateurs de chaleur) faisant 480 kW chacun, ils ne sont pas soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel.